



"C'est une catastrophe: la terre n'a que 12 742 kilomètres de diamètre."

- ▶ **LES GRENOUILLES ET LE BOEUF...** (Patrick Reymond) p.1
- ▶ **[Mystification:]** Vers une éolienne déformable de 50 MW(Philippe Gauthier) p.2
- ▶ **[Mensonge latent:]** Le gouvernement présente son plan pour sortir de l'ère du « tout-jetable » p.4
- ▶ **Économie circulaire, on en parle, on le fera peut-être** (Michel Sourrouille) p.7
- ▶ Le triomphe des Fake News (Dmitry Orlov) p.8
- ▶ **Le pire est désormais certain** p.11
- ▶ **Comment éliminer la menace de l'effondrement ?** p.13
- ▶ **Quand l'humanité roule « à tombeau ouvert »** p.16
- ▶ **La plastification du monde serait irréversible** (publié par Jean-Marc Jancovici) p.19
- ▶ **L'homme, tueur en série des grands mammifères** (publié par Jean-Marc Jancovici) p.21
- ▶ **Les limites pratiques des procès environnementaux** (Philippe Gauthier) p.24
- ▶ **Taux record de microplastique dans l'océan Arctique** p.26
- ▶ **Bloom et Nicolas Hulot, même combat en mer** (Michel Sourrouille) p.28

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Le premier trimestre 2018 a été un désastre pour l'Amérique p.31
- ▶ L'Histoire fait les fake news (Bill Bonner) p.34
- ▶ Les taux d'intérêt pourraient-ils redevenir honnêtes ? (Simone Wapler) p.36
- ▶ Le concours d'hypocrisie du FMI et de la Banque mondiale (Simone Wapler) p.39
- ▶ Le pouvoir du crédit, le poids de la dette (Simone Wapler) p.41
- ▶ Pas de retour flamboyant pour l'économie américaine (Bill Bonner) p.43
- ▶ Pourquoi Trump ne peut pas guérir les Etats-Unis (Bill Bonner) p.44
- ▶ Combien de temps les « risques financiers » vont-ils rester « supportables » ? p.47
- ▶ La BCE recule en rase campagne contre les prêts non remboursés (Charles Sannat) p.57
- ▶ La troisième guerre mondiale sera une guerre économique p.61
- ▶ **Le danger Deutsche Bank. La banque qui peut faire sauter le monde** (Charles Sannat) p.64
- ▶ **Le pétrole Brent au dessus des 75 \$. Record depuis 2014 !**(Charles Sannat) p.66

LES GRENOUILLES ET LE BOEUF...

23 Avril 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Comme disait l'ami jeannot (de La Fontaine, et pas Lapin, mais c'est pas pour ça qu'il fallait le prendre pour une cruche), il y en a qui se mettent le doigt dans l'oeil jusqu'au coude. La grenouille qui veut se faire boeuf, ça a ses limites...

Par exemple, dans un article de Jovanovic (courrier de Spartacus). Il cite plusieurs articles sensés nous foutre la trouille.

Alors qu'il n'y a pas lieu de l'être.

Prenez la dette mondiale : 237 000 milliards de \$: pas remboursable, pib de l'ordre de 75 000...

En plus, les produits dérivés, 700 000 milliards... Logiquement, même payer des intérêts à 1 %, c'est compliqué, et une charge intolérable sur l'économie réelle.

Revenons, donc, à Spartacus, et l'article de Jovanovic :

- *Macron veut 100 milliards d'économies en urgence d'ici 2022.* Terriblement limité intellectuellement parlant, le p'tit marquis de belgueule, croit qu'on va en sortir ainsi ? Tout ce qu'on crée, quand on "fait des économies", depuis le Chancelier Michel de l'Hospital, c'est que les mythiques "Zéconomies", sont le plus sûr moyen de se ruiner, d'arriver à la guerre.

-*qu'on emprunte 200 milliards cette année.* Et alors ? La spirale de la dette est inarrêtable par les dites "zéconomies", mais seulement par un jubilé, qui prendra la forme, soit d'une hyperinflation, soit d'une remise à zéro. Il ne faut pas "prêter", plus de pouvoirs aux prêteurs qu'ils n'en ont. Ils prêtent grâce... Aux prêts des banques centrales...

- *Dettes réelle 6 000 milliards si on comptabilise le hors bilan de l'Etat...* Je sais tout à fait que l'année prochaine, je paierais la facture d'eau et d'électricité, c'est pas pour ça que je compte cela en dette. Projeter des trucs en 2040, c'est très couillon et très bête. Le système n'est pas par capitalisation, au cas où certains n'auraient pas compris.

-*80% de notre dette appartient aux étrangers = ils exigeront le paiement.* Et alors, ce sera très facile de leur dire merde, ou de leur donner des Zeros, pardon, des euros, tant qu'ils voudront. Ils se torcheront le cul avec, enfin, du moins, si c'était pas dématérialisé. Personne n'a prétendu, que l'euro voudrait quelque chose. Les monnaies et dettes faillies, sont légions dans l'histoire. Le pire, ce sont les chinois. En 5000 ans d'histoire, ils ont payés 15 000 années d'impôts. Ils payaient "d'avance" (on n'y augmentait pas les impôts, on les avançait), mais bizarrement, le moment du remboursement n'est jamais venu...

Le seul problème, c'est avec les créanciers disposant de canonnières, en nombre suffisant. Mais même ceux-là, ils ont jamais réussis à se faire payer.

Les dettes finissent toujours par valoir zéro.

Pour ce qui est de l'épargne des français, il peut la piquer, certes. Mais il faut être suicidaire pour s'attaquer au grisbi. Et puis, si on prend 1400 milliards d'euros, la fortune immobilière, estimée à 10 000, elle, vaudra que dalle. Ce qui fait sa valeur, ce sont les acheteurs. S'il n'y en a plus, ça n'a plus de valeur. Et encore, la "valeur" totale, n'est que le reflet du prix du marché observé, où ne se vend pas la totalité du parc chaque année...

Comme je l'ai déjà dit, rien n'est plus élastique qu'un marché immobilier. Beaucoup de biens, ne valent rien du tout. Sur 35 millions de logements, c'est le million vendu qui fait le prix de la totalité. Et il ne faudrait pas grand chose pour le faire basculer vers le néant.

Bref, la finance est le monde du néant, pas nécessaire pour un sou (vous avez vu ce jeu de mot), à l'économie. Ou du moins, pas quand la sphère financière représente 13 ou 14 fois, le pib... Il n'y a pas de moyens d'en sortir, autre qu'en effondrant le système.

[MYSTIFICATION:]

Vers une éolienne déformable de 50 MW

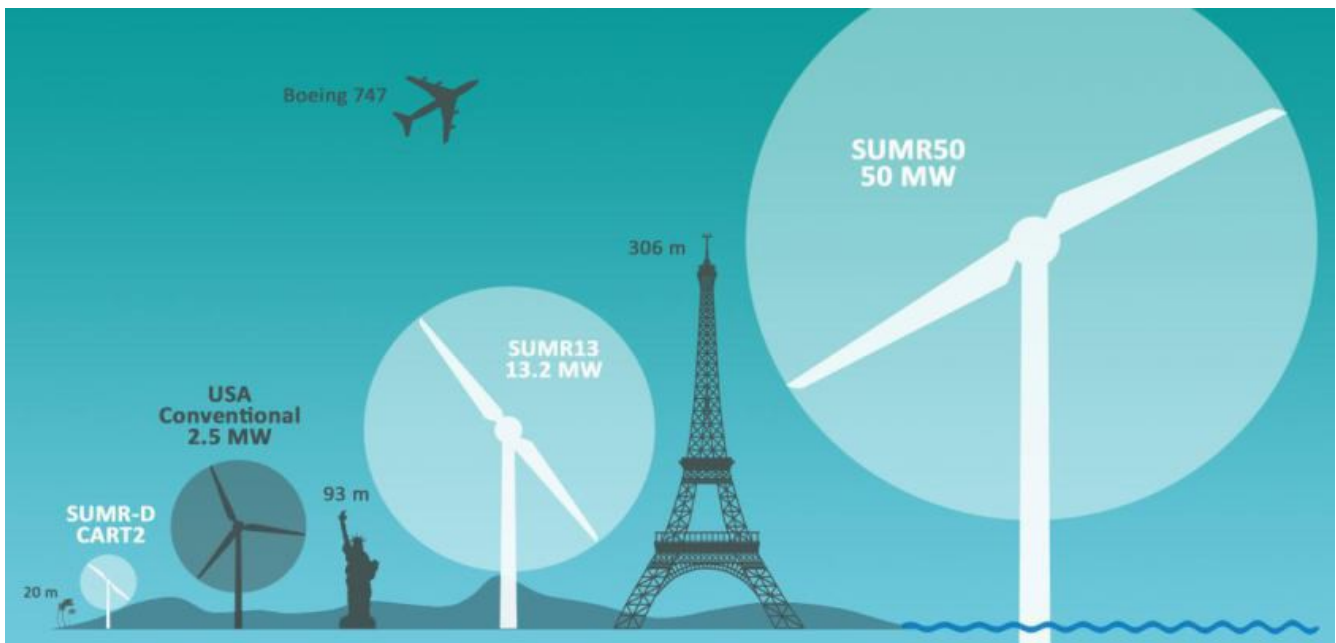
Philippe Gauthier 24 avril 2018

NYOUZ2DÉS: Il faut toujours préciser que « une éolienne ça ne vaut rien et que ça ne vaudra jamais rien ». À cause du vent. L'éolienne en elle-même est une merveille technologique, c'est le vent qui est d'une fiabilité nulle. Selon wikipedia (dans « énergie éolienne ») une éolienne produit du courant... 44,3 HEURES PAR SEMAINE (en moyenne annuelle) sur une possibilité de 168

heures qu'il faudrait couvrir. Soit moins de 2 jours par semaine. Et ils sont généreux, parce que ici, au Québec, en Gaspésie, à Cap Chat, c'est beaucoup moins que cela (16 heures par semaine sur le bord de la mer). UNE ÉOLIENNE ÇA VAUT ZÉRO. Il faut cesser d'investir dans cette mauvaise filière énergétique.

Une équipe américaine travaille actuellement à la conception d'une éolienne géante de 50 MW qui pourraient être déployée dès 2025. Ceci fracasserait le record actuel, celui d'une éolienne de 8,8 MW déployée au début d'avril dans un parc situé au large de l'Écosse. En plus d'être plus haut que la tour Eiffel, le nouvel appareil se distinguera par un système de pales à la voilure déformable, réduisant automatiquement sa voilure par vent trop violent ou lors d'ouragans.

Le projet, mené par une équipe de l'Université de la Virginie, essaie de faire évoluer le design des éoliennes de manière à réduire leur coût de revient – ce qui en éolien, passe par des appareils de plus grande taille. Mais pour construire plus grand, il faut aussi réduire le poids des pièces, faciliter leur transport et trouver de meilleurs moyens de ralentir les pales lorsque le vent souffle trop fort.



C'est ici qu'intervient le concept de rotor transformable ultraléger segmenté ([Segmented Ultralight Morphing Rotor](#), ou SUMR). Alors que l'éolienne de base mesure environ 70 mètres de hauteur pour un rotor d'environ 50 mètres de diamètre, le SUMR de 50 MW ferait 430 mètres de hauteur (plus que la tour Eiffel) et son rotor ferait près de 500 mètres de diamètre. Ce serait aussi un design à deux pales plutôt que trois.

Une autre grande différence avec une éolienne ordinaire sera la position des pales et de la nacelle, qui feront face au vent plutôt que de lui faire dos. Les pales, qui feront 200 mètres de long, seront divisées en 5 à 7 segments assemblés sur place, ce qui facilitera le transport de ces éléments. L'éolienne géante récemment déployée en Écosse avait des pales de 107 mètres de longueur, ce qui représentait un énorme défi logistique.

Mais la grande innovation, c'est que ces pales segmentées seront flexibles et repliables dans le sens du vent pour réduire leur voilure totale. Les chercheurs ont développé cette approche pour

permettre le déploiement d'éoliennes au large de la côte est américaine, régulièrement frappée par des ouragans et devrait leur permettre de résister à des vents dépassant 250 km/h. Cette approche remplace le classique frein sur l'axe de rotation, qui serait soumis à un stress excessif lors de vents aussi violents. Cette forme repliable s'inspire de la manière dont les palmiers résistent au vent.

Après avoir testé le concept sur de petites pales de 20 mètres, l'équipe prévoit déployer d'ici peu un prototype de 13,2 MW, à l'échelle 1:5. Les essais sur des pales de 105 mètres de longueur doivent commencer vers la fin de l'été. Le design de l'engin pleine grandeur de 50 WM pourrait être terminé au printemps 2019. Ce genre de projet technologique comporte toujours une part de risque, mais si le succès est au rendez-vous, l'éolien offshore pourrait devenir une réalité sur la côte est américaine.

Sources :

- Scientific American, [World's Largest Wind Turbine Would Be Taller Than the Empire State Building](#)
- [Segmented Ultralight Morphing Rotor](#)

[Mensonge latent:]

Le gouvernement présente son plan pour sortir de l'ère du « tout-jetable »

LE MONDE | 23.04.2018 | Par Rémi Barroux

[NYOUZ2DÉS: ce texte, de par son titre (pour débiter) , laisse supposer en arrière plan que si on adopte une *économie circulaire* notre environnement pourrait être sauver, que toutes les cicatrices que l'homme a infligées à la nature pourraient se résorber. TOTALEMENT FAUX. Ce qu'il faudrait c'est cesser de produire quoi que ce soit. Produire zéro. Avec des articles qui diffusent de tels bobards "on est pas sorti du bois".]

Baisse de taxe sur la valorisation des déchets, meilleure information sur la réparabilité des équipements... Cinquante mesures doivent encourager l'économie circulaire.



Il faut sans doute y voir une attention particulière du gouvernement à l'égard de l'économie circulaire : c'est le premier ministre en personne, Edouard Philippe, accompagné de Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique et solidaire, qui a présenté, lundi 23 avril dans les locaux de l'usine SEB à Mayenne, la feuille de route de ce modèle économique qui veut rompre avec l'ère du « fabriquer, consommer, jeter ».

En annonçant cinquante mesures destinées à promouvoir une meilleure gestion des déchets, une politique de recyclage systématique tout autant que la lutte contre le gaspillage et l'obsolescence programmée de certains produits, le premier ministre répond à plusieurs objectifs déjà évoqués par le chef de l'Etat et le ministre Nicolas Hulot.

« La première manière de moins jeter, c'est d'acheter robuste, c'est-à-dire souvent français, voire européen (...) Une autre façon, c'est de consommer un peu moins (...), c'est la sobriété heureuse chère à Pierre Rabhi », a lancé M. Philippe lundi, en référence au célèbre essayiste écologiste et agriculteur bio.

Cette ambition se situe dans la droite ligne des engagements des gouvernements précédents, qui se targuaient de promouvoir ce nouveau système économique. Ainsi, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 installait légalement l'économie circulaire. Elle proposait la définition suivante : *« La transition vers une économie circulaire vise à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets. »*

Les objectifs fixés par le gouvernement reprennent pour certains les anciens, telle la réduction de 50 % des quantités de déchets non dangereux mis en décharge en 2025 par rapport à 2010. Le pays doit aussi *« tendre vers 100 % de plastiques recyclés en 2025 »*, réduire de 30 % la

consommation de ressources – calculée par rapport au PIB – d’ici à 2030, ou encore [créer](#) jusqu’à « 300 000 emplois supplémentaires » dans l’économie circulaire – leur nombre actuel est évalué à 800 000.

Lire aussi l’entretien avec Brune Poirson : [« Notre économie reste trop linéaire »](#)

Si des progrès ont été réalisés, notamment du fait de l’augmentation du prix des matières premières et de l’urgence climatique et environnementale, « *la France a de larges marges de progrès en matière d’économie circulaire* », lit-on dans le dossier de présentation de la « Feuille de route pour une économie circulaire » que *Le Monde* a pu [consulter](#).

Ainsi, le taux de valorisation des déchets ménagers et assimilés n’était en 2014 que de 39 %, quand il atteignait 65 % chez les Allemands ou 50 % chez les Belges. Sur le plastique, les taux de collecte plafonnent à 20 % alors que la moyenne européenne est de 30 %. Et les bouteilles en plastique sont collectées à hauteur de 55 %, contre 90 % dans les pays nordiques.

Pour [accélérer](#) la mutation, cinquante propositions ont été élaborées, au cours de six mois de consultations et d’ateliers.

- **Production**

Le premier enjeu consiste à [garantir](#) une meilleure performance environnementale des produits, à [user](#) de moins de ressources non renouvelables et donc à [utiliser](#) plus de matières premières recyclées. Le gouvernement veut [susciter](#), d’ici à cet été, des « engagements volontaires » visant à [accroître](#) les « volumes d’intégration de matière plastique issue de déchets » dans les filières de l’[automobile](#), de l’emballage, du bâtiment ou des équipements électriques et électroniques. Le dispositif de l’Agence de l’[environnement](#) et de la maîtrise de l’énergie (Ademe), intitulé « TPE & PME gagnantes sur tous les coûts ! », devrait [être](#) proposé à 2 000 [entreprises](#) volontaires afin qu’elles rationalisent leur consommation de ressources et réduisent leur production de déchets.

- **Consommation**

Une meilleure information, un allongement de la durée de vie des produits, la lutte contre le gaspillage alimentaire sont les objectifs. Sont ainsi proposés un renforcement des « obligations des fabricants et des distributeurs en matière d’information sur la disponibilité des pièces détachées pour les équipements électriques et électroniques et les éléments d’ameublement ». A [partir](#) du 1^{er} janvier 2020, une information sur la réparabilité des équipements électriques et électroniques et du matériel de bricolage sera obligatoire.

Le dépôt de plainte par les consommateurs sera facilité d’ici à 2019, « en matière de garantie légale de conformité pour les produits de consommation courante ». L’Ademe devra [effectuer](#), d’ici à la fin 2018, une revue des labels environnementaux. Pour [lutter](#) contre le gaspillage alimentaire, la feuille de route propose d’étendre aux opérateurs de la restauration collective et aux acteurs du secteur agroalimentaire l’obligation faite aux grandes surfaces de « proposer des conventions de dons à des associations caritatives ».

- **Gestion des déchets**

Le gouvernement veut [simplifier](#) et [unifier](#) les règles de tri sur tout le territoire, notamment en prévoyant l'harmonisation des poubelles d'ici à 2022. « *La France affiche un taux de valorisation des déchets municipaux de l'ordre de 40%, plus bas que beaucoup de nos voisins européens* », a regretté lundi à Mayenne le premier ministre.

Des dispositifs de « *consigne solidaire* » devraient ainsi susciter une incitation au retour, où chaque bouteille ou cannette collectée « *contribuerait au financement d'une grande cause environnementale, de santé ou de solidarité* ».

Un des leviers consisterait à [rendre](#) la valorisation des déchets moins chère que leur élimination. La TVA sera réduite à 5,5 % « *pour la prévention, la collecte séparée, le tri et la valorisation des déchets* ». L'augmentation des tarifs de la composante « déchets » de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) reste l'objectif, même si le gouvernement dit [vouloir](#) prendre le temps de la concertation. En revanche, pour les résidus que la réglementation impose d'éliminer – résultant d'activités de soins à risques infectieux ou contenant des substances polluantes organiques persistantes –, il y aura exonération de cette taxe.

Basées sur le principe du pollueur payeur, les filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) impliquent que les acteurs mettant sur le marché des produits prennent en charge tout ou partie de la gestion de leurs déchets. De nouvelles filières vont être constituées notamment dans les secteurs des [loisirs](#), des articles de bricolage et de [jardin](#). La construction, responsable de 70 % des déchets en France, est dans le collimateur : une lutte accrue contre la mise en décharge et la promotion du tri des matériaux est annoncée. Les contraintes pour les autorités chargées de la [police](#) des déchets seront simplifiées avec une adaptation du code pénal pour les infractions les plus courantes, tels les dépôts sauvages.

Le gouvernement veut [intensifier](#) les contrôles des éco-organismes, ces [sociétés](#) agréées par l'Etat et financées par des taxes payées par les fabricants et importateurs de produits ou d'emballages afin d'[organiser](#) la collecte, le tri et le recyclage. S'ils n'atteignent pas les objectifs réglementaires, ils seront sanctionnés financièrement et pourraient même [perdre](#) leur agrément.

- **Mobilisation**

La commande publique, de même que le dispositif « Administration exemplaire », doivent être des leviers pour [développer](#) l'économie circulaire. Entre autres mesures, l'Etat, ses opérateurs ainsi que les collectivités devront consommer au moins 50 % de papier recyclé à [compter](#) du 1^{er} janvier 2022. De même, d'ici à la fin 2018, ils devront utiliser des téléphones issus du réemploi, et des pneumatiques rechapés pour les flottes des administrations d'ici à 2019.

Économie circulaire, on en parle, on le fera peut-être

Michel Sourrouille 24 avril 2018

Nicolas Hulot l'a dit : « *En lieu et place d'une économie « linéaire » qui, d'un même mouvement épuise les ressources et accumule les déchets, c'est vers une économie « circulaire » (selon l'appellation germanique) qu'il faut s'orienter, en cherchant à rapprocher*

nos écosystèmes industriels du fonctionnement quasi cyclique des écosystèmes naturels. L'ambition industrielle s'inverse : elle ne consiste pas à produire pour produire, mais à réduire, récupérer, réutiliser, re-fabriquer et recycler les productions. Il y a transformation des déchets en ressources et les matières utilisées en matières premières. Il faut sortir de l'ère du jetable et du gâchis... Ouvrir ce chantier, l'encadrer, le planifier et le mener à son terme n'ira pas sans imposer des contraintes réglementaires. (Le pacte écologique de Nicolas Hulot, 2006

Nicolas Hulot l'a fait, douze ans plus tard : C'est le premier ministre en personne, accompagné de Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de Nicolas Hulot, qui a présenté la feuille de route de ce modèle économique qui veut rompre avec l'ère du « fabriquer, consommer, jeter ». Les cinquante mesures reprennent les anciennes, *tendre vers 100 % de plastiques recyclés en 2025* », réduire de 30 % la consommation de ressources ou encore créer jusqu'à « 300 000 emplois supplémentaires » dans l'économie circulaire. Pour accélérer la mutation, on veut en outre garantir une meilleure performance environnementale des produits, allonger la durée de vie des produits, informer sur la réparabilité des équipements électroniques et du matériel de bricolage, simplifier et unifier les règles de tri sur tout le territoire, faire de la commande publique un levier pour développer l'économie circulaire... (LE MONDE du 24 avril 2018, *Le gouvernement présente son plan pour sortir de l'ère du tout-jetable* »)

Précisions : Brune Poirson nous rappelle que si le monde entier venait à consommer comme les Occidentaux, il faudrait cinq planètes pour subvenir à nos besoins... L'obsolescence programmée est une double arnaque pour la planète et le pouvoir d'achat... Elle va engager une réflexion pour traiter les mégots !

L'association FNE (France-nature-Environnement) reste dubitative : « *en l'état, on peut se demander quels seront les moyens alloués concrètement pour mener à bien cette politique ambitieuse. D'autres questions restent en suspens. Sur la consigne par exemple, le gouvernement favorise le recyclage plutôt que le réemploi, celui que pratiquaient nos grands-parents avec leurs bouteilles en verre. Les deux peuvent être complémentaires, mais ce dernier s'avère bien plus vertueux. Le premier ministre a également affiché sa volonté de développer la réparation, notamment pour les appareils électroménagers. Dans ce cas, pourquoi avoir abandonné l'idée d'une obligation de fourniture de pièces détachées ? La démarche du gouvernement emble positive mais plusieurs zones de flou méritent encore d'être éclaircies.* »

JEROME GONSOLIN sur lemonde.fr : Je vois mal comment ces mesures peuvent produire les objectifs affichés: « mieux informer », « valoriser les déchets », « simplifier les règles de tri »... tout ça n'agit en rien sur le volume de déchets ! J'étais à McDo ce midi, pour un menu à 5,3€ on produit un emballage de hamburger, un gobelet avec couvercle+paille, un sachet pour fritte, un set de table, et avec les divorces tous les parents qui ont la garde de leurs enfants et la flemme de faire à manger sont venus polluer... et moi aussi !

[Le triomphe des Fake News](#)

Par Dmitry Orlov – Le 17 avril 2018 – Source [Club Orlov](#)



Le 14 avril 2018, les États-Unis ont tiré une salve de 103 missiles de croisière sur des cibles en Syrie ; 71 ont été interceptés ; seulement 32 ont atteint leurs cibles et n'ont causé que des dommages sans conséquence. Le coût des missiles était d'environ 185 millions de dollars. Les États-Unis ont affirmé qu'ils punissaient ainsi le gouvernement syrien pour avoir attaqué des civils avec des armes chimiques, sur la base de vidéos manifestement truquées et de preuves médico-légales inexistantes tout en ignorant que la Syrie [en tant qu'État, NdT] était certifiée internationalement comme exempte d'armes chimiques.

Le 7 avril 2017, les États-Unis ont tiré une salve de 59 missiles de croisière sur des cibles en Syrie ; 36 ont été interceptés ; seulement 23 ont atteint leurs cibles et n'ont causé que des dommages sans conséquence. Le coût seul des missiles était d'environ 100 millions de dollars. Les États-Unis ont affirmé qu'ils punissaient le gouvernement syrien pour avoir attaqué des civils avec des armes chimiques, sur la base de vidéos manifestement truquées et de preuves médico-légales inexistantes tout en ignorant que la Syrie était certifiée internationalement comme exempte d'armes chimiques.

Sur la base de ces deux frappes pouvant signifier qu'elles vont maintenant devenir un rituel annuel, ces deux informations nous permettent de faire les projections suivantes basées sur l'augmentation chaque année du nombre de missiles lancés en Syrie et l'amélioration annuelle des systèmes de défense aérienne syrienne pour les abattre.

- **En avril 2019**, les États-Unis vont tirer une salve de 180 missiles sur des cibles en Syrie ; 140 seront abattus ; 40 passeront mais ne causeront que des dommages sans conséquence. Coût : 324 millions de dollars.
- **En avril 2020**, les États-Unis vont tirer une salve de 314 missiles sur des cibles en Syrie ; 276 seront abattus ; 38 passeront mais ne causeront que des dommages sans conséquence. Coût : 565 millions de dollars.
- **En avril 2021** (si on imagine que le président Trump est toujours au pouvoir ou si son successeur choisit de poursuivre ce rituel annuel), les États-Unis lanceront une salve de 548 missiles sur des cibles en Syrie ; les 548 seront abattus ; aucun d'eux ne passera. Coût : 986 millions de dollars.

C'est une projection linéaire plutôt naïve. Je suppose une amélioration progressive [des systèmes de défense, NdT], alors que la vente des nouveaux systèmes S-300 de la Russie à la Syrie, qui avait été bloquée en raison des objections occidentales mais qui est de nouveau activement envisagée, scellerait efficacement l'espace aérien syrien contre toute incursion américaine.

Vous pourriez vous demander: « *Quel pourrait être le but de cet exercice futile ?* ». Eh bien, il y a plusieurs raisons pour lesquelles cet exercice pourrait être utile :

- C'est un stimulant moral pour les Syriens, dont les systèmes de défense anti-aérien se sont avérés capables de contrecarrer avec succès l'armée américaine. Ils se sont extrêmement bien débrouillés avec des vieux systèmes fabriqués à l'époque soviétique ; ils feront encore mieux s'ils les mettent à niveau avec du matériel russe plus moderne. À ce stade, la Syrie, toujours dirigée par Bachar al-Assad, progresse bien vers la victoire complète sur les djihadistes. ISIS a été vaincu. Il y a quelques milliers de soldats américains échoués dans des bases dans le désert, mais ils sont sans conséquence. Ce qui est important, c'est que la guerre « civile » syrienne se termine, en grande partie grâce aux efforts diplomatiques de la Russie, de l'Iran et de la Turquie. Les États-Unis ne sont pas concernés par ce processus, et les attaques de missiles – aussi bien celle de l'an dernier que cette dernière – n'ont eu aucune incidence sur le résultat final.
- C'est un stimulant moral pour le président américain et pour tous les Américains. Le taux d'approbation de Trump parmi l'électorat américain a grimpé d'un énorme 1% : encore 6000 Tomahawks, et il sera à 100% d'approbation ! Les présidents américains attaquent d'autres pays pour toutes sortes de raisons personnelles. Par exemple, Bill Clinton a bombardé une usine d'aspirine au Soudan, puis a bombardé la Serbie, à cause de problèmes avec une stagiaire de la Maison Blanche, Monica Lewinsky. Et maintenant, Donald Trump bombarde la Syrie à cause de problèmes avec la star du porno Stormy Daniels. Pour paraphraser Sigmund Freud, parfois un missile de croisière n'est qu'un missile de croisière ; mais parfois ce n'est pas le cas. Mais la raison pour bombarder est sans importance. En général, lorsque les présidents américains bombardent d'autres pays, les Américains applaudissent et agitent leurs petits drapeaux criards.
- Il donne aux pays de l'OTAN – dans ce cas, la France et la Grande-Bretagne – l'occasion de prétendre que l'alliance occidentale a toujours un sens et qu'elle a encore des objectifs communs. Bien sûr, dans ce cas, les Britanniques n'ont fait que survoler la Méditerranée mais, selon le ministère de la Défense russe, ils n'ont pas été vus déployant ces missiles, alors que les avions français ne se sont même pas approchés de la Syrie. Mais seule la pensée compte et cette pensée semble être : « *Quand les Américains disent aux Européens de sauter, ils sautent* » – de pas très haut, remarquez, ou leurs genoux se briseraient. En prime, le gouvernement de Theresa May a dû gérer une distraction bienvenue avec l'affaire d'empoisonnement Skripal, qui se dégonfle assez maladroitement.
- L'utilisation de beaucoup de missiles de croisière nécessite d'en commander davantage, ce qui crée des emplois et aide l'économie. Oui, cela s'ajoute également à la dette fédérale, qui dépasse déjà les 20 000 milliards de dollars, mais qu'est-ce qu'un autre milliard de dollars en missiles de croisière noyé dans le tas ? Et si les dépenses de défense prodigues poussent les États-Unis vers une faillite nationale, cela ne serait-il pas un pas positif vers la paix mondiale, étant donné que ce pays est enclin à bombarder d'autres pays sans raison valable ?
- Vu l'excellente performance des systèmes de défense anti-aérien russes, beaucoup de pays dans le monde vont leur passer des commandes, aidant l'industrie russe de la défense à gagner encore plus d'argent. À son tour, plus les pays acquièrent des systèmes de défense aérienne russes, moins ils deviendront sensibles aux attaques américaines, faisant aussi faire un pas en avant vers la paix mondiale. Et ce ne sont pas seulement les

ventes d'armes russes qui vont sûrement prendre de l'ampleur : Bachar al-Assad, qui a rencontré des parlementaires russes après l'attaque, était d'excellente humeur, très satisfait du soutien de la Russie et a déclaré pour la première fois que les contrats de la reconstruction syrienne iraient aux entreprises russes.

- Ceux qui sont en faveur du changement de paradigme allant de la « *nation indispensable* » vers un monde multipolaire de nations souveraines ont une raison de se réjouir : en Syrie, un genre de Rubicon a été franchi en ce sens que, pour la première fois, les États-Unis ont été contraints de traiter avec la Fédération de Russie comme un égal sur un champ de bataille réel. Ce fait est obscurci par un barrage virtuel de propagande et de désinformation, mais au-dessous de tout cela, le véritable barrage de missiles de croisière physiques était largement conforme aux spécifications russes, ne donnant à la Russie aucune raison de se plaindre de l'attaque, si ce n'est qu'elle a eu lieu.

Mais peut-être le plus significatif, cet événement a été un triomphe majeur pour l'une des industries clés aux États-Unis qui montre une croissance très significative : l'industrie des « *fake news* ». Grâce à la nouvelle technologie d'information de masse, les États-Unis sont maintenant capables de créer leur propre réalité, complètement séparée des faits sur le terrain, en particulier dans les pays que la plupart des Américains ne peuvent même pas situer sur une carte. Des attaques d'armes chimiques ont lieu si les responsables américains le disent, sans tenir compte de ce que ces experts internationaux en armes chimiques ont à dire. Tout ce qui est important est que les vidéos de mises en scène de fausses attaques d'armes chimiques semblent assez réalistes pour un œil non averti. Dans le monde des « *fake news* » tous les missiles de croisière américains atteignent toujours leurs cibles, peu importe que l'on apporte la preuve qu'ils ne l'ont pas fait – des séquences vidéo d'interceptions, des données radar et des témoignages oculaires d'une demi-tonne de TNT explosant en plein ciel, générant un son beaucoup plus puissant qu'un missile qui explose au sol.

Vous pourriez penser que se cacher derrière un mur d'irréalité est un signe de faiblesse, et vous auriez raison. Mais si vous êtes une ancienne superpuissance qui se dirige vers une faillite nationale, l'inadéquation internationale et l'effondrement total, alors se livrer au jeu de faire semblant peut être très utile pour soulager la douleur, surtout si vous arrosez le tout avec une dose de [fentanyl](#). Et alors, en plein « *trip* », pendant un bref moment de révélation, vous pourrez vous prélasser dans la lueur chaude de la connaissance parfaite que l'Amérique est en effet *redevvenue grande*, tout comme le président l'a promis.

Il est également significatif que la fausse nature de l'événement n'a pas entravé la planification militaire réelle et très prudente qui en a fait le non-événement qu'il est *de facto*. Le Pentagone a pris soin de choisir des cibles afin que les dégâts soient complètement sans conséquence. En fait, il semble que la salve de cette année n'ait détruit qu'un seul bâtiment – un institut de recherche à côté d'un hôpital et un jardin d'enfants dépourvu d'armes chimiques. (La salve de l'année dernière a fait exploser des vieux avions à réaction stockés à l'extrémité inutilisée d'un aérodrome). Les autorités américaines ont également veillé à ne pas harceler ou bousculer les Russes, par crainte de représailles rapides et meurtrières. Cela montre que les planificateurs de guerre américains sont rationnels, prudents et non suicidaires. Ils savent qu'ils doivent bombarder quelque chose de temps en temps, pour des raisons de libido présidentielle ou quoi que ce soit d'autre, mais ils ne sont pas sur le point de faire sauter le monde par accident. Et

ceci, j'espère que vous êtes d'accord, est un signe très prometteur.

Le pire est désormais certain

Didier Mermin 16 décembre 2017 OnFonceDansLeMur.blog/



[Le site internet] Onfonce dans le mur s'efforce, par exécution de toute forme de racolage, de ne pas tomber dans le « catastrophisme », et regrette amèrement de se laisser parfois prendre au piège d'une [fausse nouvelle](#) qui suscite par trop l'émotion. Mais celle qui vient de tomber sur le site de [Sciences et Avenir](#), et qui succède à [celle d'hier](#) sur le lien, désormais probant, entre réchauffement et événements extrêmes, lui fait dire que **le pire est désormais certain**.

[Sciences et Avenir](#) relate donc que : « *si les émissions (de CO₂) suivent un scénario habituel, il y a 93% de chances pour que le réchauffement climatique dépasse les 4 degrés Celsius d'ici à la fin de ce siècle, se rapprochant de 5°C* ». Or, « [le système](#) » étant soumis à une évolution mais à aucune régulation, (lire en particulier « [L'impossibilité de faire autrement](#) »), il est certain qu'il va continuer son expansion vers le pire, sauf si les émissions de CO₂ ne chutent drastiquement après un énorme effondrement de l'industrie mondiale. Pour être bien clair, disons que, si l'effondrement pronostiqué par le rapport Meadows ne survient pas dans les décennies 2020-2030, alors les 5°C sont littéralement garantis pour 2100.

Le titre retenu par [Sciences et Avenir](#) est trompeur : « +5°C *si on ne fait rien* » : mais le système ne peut rien faire ! Le billet « [Perdu dans les sables](#) » se terminait ainsi : « *Il est donc faux de dire « l'on savait mais l'on n'a rien fait » : l'on a fait beaucoup de choses au contraire, mais le système joue constamment en sa faveur, et à la fin c'est toujours lui*

qui gagne... » Même si tous les acteurs redoublent leurs efforts, (ce qui ne manquera pas d'arriver), ils ne voudront jamais réduire leur puissance parce qu'ils doivent survivre face à leurs concurrents, alors que reculer par rapport aux autres vous condamne à disparaître. Aussi puissants soient-ils, **les acteurs du système sont comme les individus pour lesquels la vie continue et doit continuer** : si donc ils en viennent à l'enfouissement du CO2 comme le dit [Sciences et Avenir](#), ce ne sera pas au péril de leurs bénéfiques, et cela implique qu'ils prorogeront la croissance économique. Ils sont dans l'impossibilité de faire autrement.

En dépit de la menace climatique, le système ne fait pas que s'étendre, (la croissance du PIB mondial est d'environ 2% par an), il persiste dans son être de façon éhontée. C'est ainsi que l'on voit Jeff Bezos « [tester avec succès un nouveau système de fusée](#) ». Le but ? Pouvoir envoyer quelques clients fortunés « *au-delà de la ligne Kármán – qui se trouve à environ 100 km au-dessus de la surface de la Terre* ». Et ce dès 2018, car il y a urgence, n'est-ce pas ? Pendant ce temps, dans ses entrepôts, il soumet ses salariés à des cadences infernales qui ruinent leur santé, comme au 19^{ème} siècle. De manière générale, les « [GAFAM](#) », fer de lance du capitalisme d'aujourd'hui, capitalisent une valeur boursière qui défie l'imagination et **témoigne de la « mentalité » globale du système**, ou de « *l'esprit du capitalisme* » pour reprendre la locution de [Max Weber](#). L'activité de ces GAFAM nous signale **la véritable direction que suit le système**, une direction qui n'a que faire du réchauffement climatique, de la perte de la biodiversité et du rapport Meadows. Les GAFAM ne se soucient guère que de la fin du pétrole, parce qu'ils ont de gros besoins d'énergie : renouvelable bien sûr, l'on peut parier qu'ils sauront tirer la couverture à eux.

Mais trouver des substituts au pétrole n'implique pas la fin des émissions de CO2 ! L'on continue de consommer des énergies fossiles sans voir un début de décrue, les puits de carbone diminuent d'efficacité, il y a la déforestation, et ces barrages hydrauliques au fond desquels se forme du méthane,... Bref, les innovations style GAFAM font évoluer le système sans remédier à ses dégâts. Au contraire, les milliards de dispositifs électroniques [connectés aux serveurs](#) vont encore augmenter les besoins, d'autant plus que le système n'en finit pas d'inventer des applications qui les justifient.

En résumé, si le pire climatique n'est pas certain, ce ne peut être qu'en raison d'un effondrement industriel encore pire que celui envisagé dans « [Le jour d'après](#) ». Sinon, il y aura toujours production d'un maximum de CO2, et donc 5°C sur la ligne d'arrivée.

[Comment éliminer la menace de l'effondrement ?](#)

Didier Mermin 9 avril 2018



Le bien sympathique [Jean Zin](#) nous avait déjà dit que c'est « *criminel* » de prétendre qu'on ne peut rien faire, et voici maintenant que Slate, dans un [article de 2014](#), nous jette à la figure le même anathème : « *regarder passivement la planète courir tout droit à la catastrophe est une attitude inadmissible* ». Sachant que la raison d'être de ce blog consiste précisément à contempler les humains fonçant dans le mur, nous nous sentons un peu visés, forcément...

La réponse la plus courte que l'on puisse faire à ces braves gens est simplement qu'une épée de Damoclès est désormais suspendue au-dessus de l'humanité, et que nous ne savons pas comment la décrocher. Dans le billet « [Quand l'humanité roule à tombeau ouvert](#) », nous expliquions déjà que l'effondrement constituait non pas un « *risque* » mais une « *menace* ». Le premier peut se réduire par des actions appropriées, (par exemple rouler moins vite), alors qu'une menace ne peut que persister ou être **détruite**. Pour les Romains, « [Delenda Carthago](#) », Carthage devait être détruite car ils voyaient sa puissance comme une menace. Il en va de même si vous avez un nid de frelons sous vos fenêtres : garder celles-ci fermées réduira le risque de vous faire piquer, mais ne supprimera pas la menace qui tient à l'existence du nid. Et si un immeuble menace de s'effondrer, on peut le faire évacuer pour réduire les risques encourus, mais il n'en continuera pas moins à menacer de s'effondrer. Pour éliminer cette menace, il faut soit le consolider soit le détruire.

Alors, comment éliminer la menace de l'effondrement ? C'est impossible car la **transition énergétique** ne suffira pas. Même si elle est en bonne voie, (dans 20 ans, les véhicules à moteurs thermiques ne seront plus qu'un souvenir, au moins dans nos contrées), il faudrait lui adjoindre une **transition agricole**, (pour nourrir tout le monde sans intrants ni déforestation), une **transition biologique**, (pour mettre fin au massacre des espèces), et une **transition industrielle** pour arrêter de produire du méthane, (par l'élevage), ainsi que toutes ces choses et polluants qui finissent dans les [milieux aquatiques](#), océans, rivières et nappes phréatiques.

Or, si l'on voit surgir tous les jours des actions qui vont dans le bon sens, par exemple « [Fermes d'avenir](#) », ce ne sont à chaque fois que des expériences, des projets, des idées, etc.

alors que, dans le camp d'en face, celui du capitalisme qui poursuit sa fabuleuse expansion, l'on est abonné aux réalisations à grande échelle. Par exemple le site chinois [WeChat](#) : il totalise près d'un milliard d'utilisateurs actifs par mois, offre aux internautes tous les services dont ils ont besoin, (messaging, paiement, publication, réseau d'amis...), et fait saliver le gouvernement qui voit en lui un précieux allié. Le gigantisme poursuit donc sa route, et il n'a pas d'autre but que de produire toujours plus de tout, de façon toujours plus efficace par unité produite, etc. Nous ne voyons pas « [le système](#) » se modifier **de façon à éliminer la menace**, nous le voyons seulement se renforcer de jour en jour, et changer sa technologie pour réduire les risques selon deux axes : l'énergie bien sûr, car tout le monde a compris que le pétrole ne serait pas éternel, et le contrôle des populations.

Si toute action est utile par principe, aucune ne peut l'être globalement car le système suit sa ligne de plus grande pente. **Partout où de la croissance est possible, il se trouvera quelqu'un pour essayer d'en profiter.** C'est ainsi que [le chocolat est devenu une cause de déforestation](#) comme l'huile de palme. Alors oui, bien sûr, l'on peut toujours dire qu'il faut planter des arbres, et croire que ça servira à quelque chose, mais si c'est pour apprendre que « [la déforestation en Colombie a augmenté de 44% en 2016](#) », on peut légitimement se demander à quoi bon. Et quand bien même parviendrait-on à ralentir quoique ce soit, rien ne dit que ce sera pour « [les siècles des siècles](#) » comme disent les chrétiens, l'histoire est riche en rebondissements. Et puis, de toutes les entraves que l'on peut opposer au système, aucune n'est appelée à durer, le temps joue en sa faveur.



Le système est tellement féroce dans sa [logique expansionniste](#) que l'on peut en déduire un critère radical de l'efficacité des actions qui le contrarient vraiment : **si personne ne vient vous éliminer ni vous menacer pour ce que vous faites, alors ce que vous faites ne sert à rien.** C'est un drôle de critère, soit, mais il est validé par les faits. En voulant protéger la zone humide de NDDL, les écolos se posent comme une épine dans le pied du système dont l'un des piliers est la légalité : c'est pourquoi les gendarmes s'efforcent en ce moment même de

« démanteler les squats » de la ZAD. Un peu partout dans le monde, les militants qui gênent vraiment se font assassiner, les vrais lanceurs d'alertes sont poursuivis en justice, l'on légifère pour le secret des affaires et pour les semences industrielles, l'OMS s'oppose à un traitement naturel du paludisme parce qu'il pourrait contrarier les intérêts du Big Pharma, etc.

Dans ces conditions, pétitionner ou proclamer sur tous les toits qu'« *il faut faire quelque chose* » relève plus de la « *bonne conscience* » que du « *réalisme* ». Le cas du plastique est emblématique : malgré les signaux d'alerte qui montent de partout, les industriels s'attendent à une hausse de « *4 % par an pendant encore 30 à 40 ans, tirée par les pays émergents et en développement* ». A ce taux, la production double en moins de 18 ans, elle sera donc multipliée par 4 en 40 ans, et la production de chaque année s'ajoutera aux 8 milliards de tonnes déjà produits depuis 1950. Je vous laisse faire le calcul de que l'on trouvera dans les océans et ailleurs, même si l'on augmente le taux de recyclage, même si l'on parvient à en dégrader une bonne part à l'aide d'une larve qui aime ça...

Il y a deux choses que les amateurs de bonne conscience ne veulent pas voir. D'abord le fait que nous soyons dans un système, désormais mondial, qui a sa vie propre et dont tout un chacun dépend. Ensuite les ordres de grandeur qui font de la planète une boîte de Petri géante où l'espèce humaine prolifère comme une souche bactérienne. Du point de vue de la nature, qui n'a ni but ni sens moral, ce n'est ni bien ni mal, « *c'est comme ça* », on ne peut que le constater. Les contemplatifs de notre genre en font un mystère impénétrable, car l'on aimerait bien savoir dans quel état sera l'humanité à la fin du siècle, mais c'est malheureusement impossible à deviner.

Quand l'humanité roule « à tombeau ouvert »

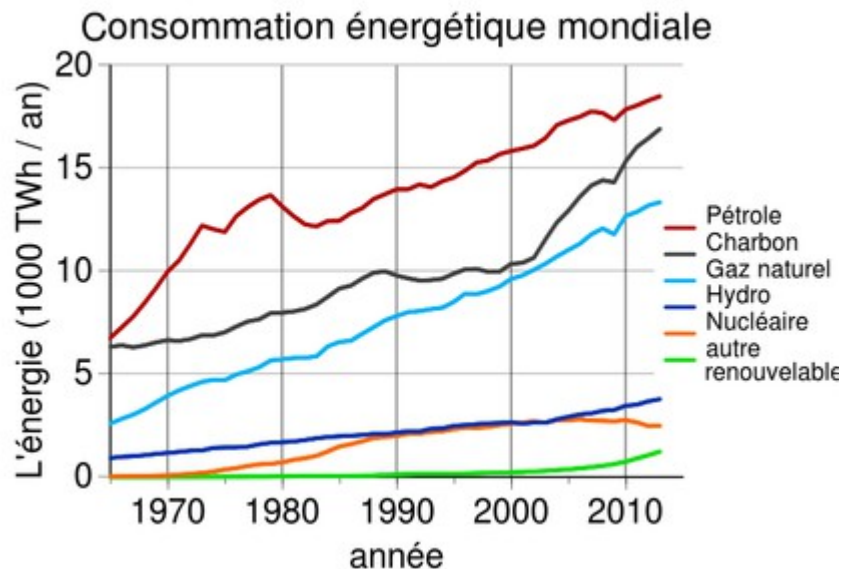
Didier Mermin 25 mars 2018



Alors, cet effondrement, il vient ou pas ? Il se fait attendre par certains (hallucinés) qui estiment devoir « *tout faire* » pour « *détruire la civilisation* » afin de « *sauver les espèces* ». Il serait une « *exagération* » pour l'écologiste Jean Zin qui écrit : « *Une autre catastrophe supposée salvatrice par les écologistes énergétistes, c'est le prétendu manque d'énergie et de pétrole alors que du pétrole, il y en a au contraire bien trop et que c'est ça notre problème, de continuer à émettre des gaz à effet de serre pour longtemps.* » C'est amusant de voir qu'il refuse l'idée de « *manque de pétrole* », (en tant que cause d'une catastrophe), tout en reconnaissant qu'il

contribue au premier problème, celui du réchauffement climatique qui nous prépare une autre catastrophe.

Les idées sont manifestement embrouillées dans les esprits, essayons de débroussailler le terrain. Beaucoup de gens n'ont pas encore assimilé que la clef tient à l'énergie, c'est-à-dire que l'effondrement pourrait venir faute de produire toute l'énergie dont nous avons besoin. Il se trouve que les quantités sont gigantesques : rien que pour le pétrole, ce sont [97 millions de barils par jour en 2017](#). Il faut y ajouter le gaz, le charbon et le nucléaire, ainsi que les énergies dites « renouvelables » qui ne représentent aujourd'hui que quelques dérisoires pourcents. Donc, pour éviter toute catastrophe par manque d'énergie, il faut remplacer les énergies fossiles par des « renouvelables » : est-ce possible ? Un rapide coup d'œil sur [Wikipédia](#) suggère que non :



D'énormes progrès sont possibles sur les « renouvelables », mais il est improbable que l'on parvienne à en produire autant que le pétrole, le charbon et le gaz réunis, soit environ 45.000 TWh par an en 2010. Donc, tôt ou tard, le manque d'énergies fossiles provoquera un effondrement. C'est logique et ça ne dépend que des ordres de grandeur, pas de détails que l'on pourrait contester.

Mais supposons que l'on parvienne à compenser les énergies fossiles par des « renouvelables ». La première question qui se pose est alors de savoir à quel moment on y parviendra. Si c'est après avoir épuisé les premières alors qu'il reste actuellement beaucoup de charbon dans le sol, l'effondrement sera certain à cause d'un réchauffement climatique énorme et insupportable : il provoquera trop de bouleversements pour que l'humanité ait le temps de s'adapter. Donc il y aura effondrement de la population par incapacité de produire l'eau et la nourriture là où elles sont nécessaires.

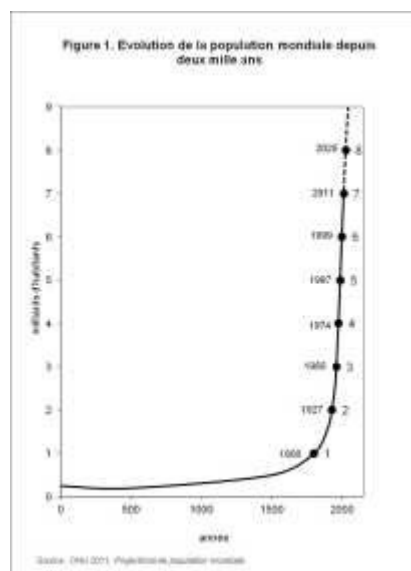
Supposons toutefois que le remplacement des énergies fossiles se fasse assez vite, disons d'ici 2060, ce qui nous laisse quatre décennies. Le réchauffement sera moindre, les changements climatiques seront moindres aussi, et l'on peut supposer que tout se passera bien pour l'humanité. Donc celle-ci devrait pouvoir atteindre les 11 milliards d'habitants en 2100 selon les [projections de l'INED](#) : il n'y a pas d'effondrement puisque tout fonctionne à merveille.

Sauf que la pression sur l'environnement va s'en trouver accrue : d'abord par la production industrielle et son lot de pollutions qui auront été nécessaires pour produire les énergies « renouvelables » tout en assurant notre train de vie, ensuite par l'augmentation de population. La menace technique du manque d'énergie cède la place à une menace biologique, et l'effondrement se produira par manque de nourriture et d'eau.

Donc, d'une façon ou d'une autre, l'effondrement adviendra tôt ou tard. Ce n'est pas un « *risque* », (un événement susceptible de se produire mais aussi de ne pas se produire), c'est une « *menace* » : quelque chose qui se produira **certainement** mais dans un avenir incertain. L'on peut réduire un *risque*, par exemple en roulant lentement pour éviter un accident, mais, si vous roulez « *à tombeau ouvert* », la *menace* de l'accident existe tant que vous ne réduisez pas votre vitesse. La *menace* résulte d'une situation de fait, elle a une existence objective donc indépendante de ce que l'on en sait, (ne rien en savoir ne supprime pas son existence), tandis que le risque est une **perception** de la possibilité d'un événement, et dépend donc de ce que l'on en sait. Or, au vu des chiffres sur la seule consommation de pétrole, il n'est pas exagéré de dire que l'humanité roule « *à tombeau ouvert* », et comme elle est soumise à un « système » socio-économique sans pilote, elle va continuer de rouler comme ça aussi longtemps qu'elle le pourra.

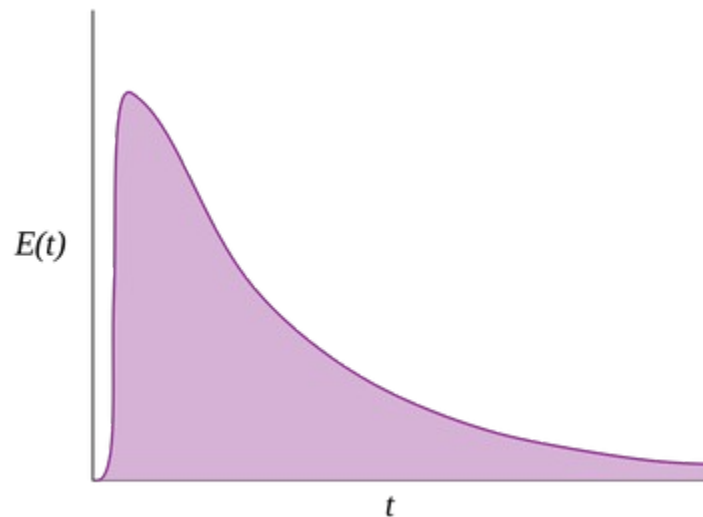
Croire que l'on pourrait « *échapper* » à l'effondrement est donc absurde : c'est limiter arbitrairement la problématique à « *l'horizon 2100* » (par exemple), alors qu'il pourrait survenir au-delà. Il n'y a pas de date de péremption pour cette menace, sauf si l'humanité parvient à un équilibre à la fois démographique et écologique, c'est-à-dire si elle parvient à limiter et stabiliser, d'une part sa population, d'autre part sa pression sur l'environnement. C'est possible sur le papier à condition d'y mettre tous les *si* qui conviennent.

Malheureusement, **les phénomènes sont dynamiques et la situation en perpétuelle évolution, de sorte que la stabilité n'est même pas acquise sur le plan théorique.** Comment pourrait-elle l'être en réalité alors que nous sommes entrés dans un régime de **changements climatiques** qui vont se prolonger pendant des siècles ?



L'extraordinaire augmentation de la population humaine apporte enfin un dernier argument. Vue à l'échelle des millénaires, (une échelle de temps qu'il faut aussi considérer pour le futur),

son évolution va probablement prendre l'allure d'une **impulsion**, quelque chose qui ressemble à ça :



L'impulsion ayant été donnée, le système, constitué ici de tout ce qui existe à la surface de la Terre, se voit soumis à une **évolution qui durera jusqu'à restaurer la stabilité d'avant**. On parle bien entendu d'une stabilité relative, celle qui garantirait la pérennité de la population de façon telle que la locution « *pour toujours* » aurait un sens à notre petite échelle. Dans quel état seront l'humanité et la planète quand cette stabilité reviendra ? C'est bien sûr impossible à dire, peut-être n'y aura-t-il qu'un milliard d'habitants, mais l'on peut être sûr que ce sera inférieur de beaucoup aux 7 milliards actuels.

La logique eût été toute autre si la population avait augmenté beaucoup plus lentement, en plusieurs millénaires plutôt qu'en deux siècles : dans ce cas, le schéma de l'impulsion serait faux, nous serions faces à une évolution lente. L'humanité aurait eu le temps de s'adapter à un mode de vie « *durable* », et elle aurait déjà fait à grande échelle tout ce que l'on prétend pouvoir et devoir faire pour aboutir à ce mode de vie. Disons que l'humanité aurait produit la preuve de la possibilité de sa pérennité, alors que c'est exactement au contraire que nous assistons : elle prouve tous les jours, par le biais des études scientifiques, que la menace globale se précise. Tout montre qu'elle roule « *à tombeau ouvert* », ce qu'elle continuera de faire tant qu'elle ne réduira pas sa « *vitesse* ». Mais en quoi pourrait consister, concrètement, une réduction de cette « *vitesse* » ? Et bien ce serait ce que l'on appelle... **l'effondrement** ! Réduction de 90% de la consommation d'énergie, de la production industrielle, de l'évolution technologique et des services rendus aux populations, etc. Cela ferait mourir « *par ricochet* » des milliards de personnes, car ces milliards dépendent pour leur survie des coûteux artifices de « *la civilisation* ».

En conclusion, **l'effondrement n'est pas un risque, (une possibilité), mais une menace qui persistera tant que l'humanité... ne s'effondrera pas !**

La plastification du monde serait irréversible

Jean-Marc Jancovici · mardi 24 avril 2018

Le Monde.fr 21.04.2018 par [Frédéric Joignot](#)
http://www.lemonde.fr/idees/article/2018/04/21/la-plastification-du-monde-serait-irreversible_5288716_3232.html

Rapport d'étonnement. La matière artificielle qui enthousiasmait les années pop nous a entraînés dans une spirale de destruction naturelle. Dès 2050, les océans pourraient contenir plus de plastique que de poissons. Est-il encore temps de réagir ?

La passion d'une époque peut devenir le drame de la suivante. Dans les années 1950, les industriels produisent en série de nouveaux objets légers et résistants, fabriqués avec une substance chimique facilement modelable : le plastique. Dans ses Mythologies (1957), Roland Barthes décrit l'enthousiasme pour cette « substance alchimique » bon marché, qui nous offre des meubles multicolores et des téléphones en bakélite, des cuisines en formica et des sacs souples imprimés. « Pour la première fois, écrit le philosophe, l'artifice vise au commun, non au rare (...). Le monde entier peut-être plastifié. »

Le monde artificiel que prédisait Barthes s'est réalisé : une étude américaine publiée dans Science Advances en juillet 2017 estime qu'entre 1950 et 2015, 8,3 milliards de tonnes de plastique ont été produites. Conséquence, les mers et les océans, grandes poubelles du monde, ont commencé à se plastifier. Le clip de la campagne « Plastic Ocean », lancée le 10 avril par l'ONG Sea Shepherd, nous le rappelle. Réalisé par l'agence de communication FF New York, le film montre des raies, des tortues, des dauphins et des requins étouffant dans des vagues de plastique scintillant : il est sur YouTube et il fait peur.

Un panel de données alarmantes accompagne ces images. D'après le site Planétoscope, qui compile statistiques et données sur l'environnement, 6,5 à 8 millions de tonnes de déchets en plastique sont rejetées chaque année en mer. L'ONG Expéditions Méditerranée en danger, qui lutte contre cette pollution, estimait en 2010 que 250 milliards de microfragments flottaient au large des côtes françaises, italiennes et espagnoles. Le résultat est fatal : d'après Sea Shepherd, 36 % des espèces d'oiseaux de mer et 43 % des mammifères marins sont affectées par ces déchets – et pour longtemps : les polymères mettent mille ans à se dégrader entièrement.

C'est au printemps 1997, quand son bateau a été pris au cœur d'un gigantesque vortex de débris de plastique dérivant dans le pacifique Nord, que l'océanographe Charles J. Moore a découvert « the great Pacific garbage patch », la grande plaque d'ordures du Pacifique. On estime que sa taille dépasse aujourd'hui de six fois celle de la France, elle est appelée « le septième continent ». Cinq de ces immenses gyres de détritiques ont été identifiés dans les grands bassins océaniques terrestres.

A entendre le capitaine Alex Cornelissen, un des dirigeants de Sea Shepherd, nous connaissons aujourd'hui une évolution que n'avait pas prévue Charles Darwin : le plastique est devenu une nouvelle « espèce invasive », « en passe d'anéantir la faune océanique et de s'emparer de son habitat ». D'après un rapport publié en 2016 par la fondation de la navigatrice britannique Ellen MacArthur, si rien ne change, les océans pourraient contenir plus de plastique que de poissons dès 2050 : le ratio était de 1 tonne de plastique pour 5 tonnes de poisson en 2014, il sera de 1 pour 3 en 2025. Alors, la « plastisphère » l'aura emporté sur la biosphère marine.

Le plus dramatique est que, à ce jour, aucune initiative crédible n'émerge pour débarrasser les océans de ces vortex de plastique. D'après les responsables de l'ONG californienne Kaisei Project, qui s'est donné pour mission de les nettoyer et de restaurer l'écosystème océanique, «

aucune solution n'est proposée actuellement pour résoudre le problème de l'enlèvement des débris marins flottants ». Le coût serait astronomique et il faudrait monter une coordination internationale, alors qu'aucun pays n'est prêt à s'engager.

En attendant désespérément cette mobilisation, beaucoup d'écologistes pressent les industriels de passer au recyclage massif et au bioplastique. Hélas, constate le Kaisei Project, « moins de 5 % des plastiques du monde sont recyclés ». Quant à produire des bioplastiques à partir de maïs ou de pommes de terre, cela soulève d'énormes difficultés. Il faut réquisitionner des terres pour la monoculture, utiliser de grandes quantités d'eau. Où les trouver ? Aujourd'hui, les bioplastiques représentent à peine 1 % des 235 millions de tonnes de plastique produites chaque année.

L'effrayant clip de Sea Shepherd nous prévient : la matière artificielle qui enthousiasmait les années pop nous a entraînés dans une spirale de destruction naturelle irréversible – un des concepts majeurs au cœur du « principe de précaution » défini par la conférence de Rio sur la biodiversité de 1992 : « En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures visant à prévenir la dégradation de l'environnement. » Aujourd'hui, hélas, les certitudes sur la plastisphère s'accumulent.

Frédéric Joignot

L'homme, tueur en série des grands mammifères

Jean-Marc Jancovici · mardi 24 avril 2018

Le Monde du 23.04.2018, par Nathaniel Herzberg



C'était il y a quelque 14 000 ans. Le continent américain abritait une faune à nulle autre pareille. En Alaska et dans les terres du Yukon, des mammouths de 10 tonnes et de 5 mètres au garrot avalaient tranquillement herbes et autres carex. Un peu plus au sud s'étendaient les terres de l'impressionnant rhinocéros laineux (2 mètres au garrot pour 3 tonnes) et, jusqu'aux tropiques, celles du terrible tigre à dents de sabre (450 kilogrammes, 3,5 mètres de long). Ce qui n'empêchait pas les gigantesques paresseux terrestres de traîner leurs 4 tonnes (et jusqu'à 6 mètres de la tête à la queue) en relative sécurité.

Et puis, en quelques siècles, 3 000 ans tout au plus, ces géants ont disparu. Eradiqués. La cause ? Longtemps les scientifiques se sont opposés sur le sujet. Une météorite, comme lors de la disparition des dinosaures, il y a 66 millions d'années ? Un changement brutal du climat ? Ou encore l'homme, chasseur habile et sans scrupule ? Dans [un article publié dans la revue Science](#), vendredi 20 avril, une équipe américaine vient appuyer cette dernière hypothèse. Elle n'accuse pas seulement les conquérants du Nouveau Monde, probablement arrivés par le détroit de Behring, d'avoir éradiqué quelques espèces imposantes. Elle nous juge responsables de « la baisse de la taille des mammifères à travers le quaternaire tardif », comme l'indique sobrement le titre de la publication. En d'autres termes, nous serions coupables de la disparition générale des plus grands mammifères sur les cinq continents, et cela depuis au moins 125 000 ans.

Arrivée de l'homme en Alaska

Les indices en ce sens étaient déjà graves et concordants. En 2007, la Britannique Caitlin Buck (université de Sheffield) et le Français Edouard Bard (Centre européen de recherche et d'enseignement des géosciences de l'environnement, Collège de France) avaient profité des dernières techniques de datation au carbone 14 et de méthodes d'analyses statistiques plus rigoureuses pour établir une chronologie précise des événements d'Amérique du Nord. Les mammouths y avaient disparu il y a environ 13 300 ans, les chevaux sauvages il y a quelque 14 200 ans, annonçaient-ils. Impossible dès lors d'accuser le dernier âge de glace (Dryas), survenu voilà 12 800 ans, ultérieurement donc. L'explication la plus plausible semblait bien l'arrivée de l'homme en Alaska, quelques centaines, voire quelques dizaines d'années avant l'éradication des chevaux. Difficile, en effet, d'y voir une simple coïncidence temporelle.

Des paléontologues américains enfonçaient le clou. Michael Cheney et Daniel Fisher, de

l'université du Michigan, entreprenaient d'analyser la formidable collection de défenses de mammoths sibériens rassemblée dans leur établissement. Un peu à la manière des troncs d'arbres, les imposantes incisives gardent les traces de la vie de l'animal, et notamment l'âge de leur sevrage. Un précieux renseignement. En effet, quand un animal subit un stress climatique, sa ressource alimentaire se raréfie et les mères allaitent plus longtemps leurs petits. A l'inverse, confrontées à une pression de chasse, elles accélèrent le sevrage afin de pouvoir plus rapidement reprendre la procréation. Des comportements observés chez plusieurs grands mammifères actuels. Or Cheney et Fisher ont constaté qu'entre – 40 000 et – 10 000 ans l'âge du sevrage est passé de 8 à 5 ans. Autant dire que, en plusieurs millénaires de chasse régulière, un petit groupe d'humains est venu à bout du colosse des steppes.

Lire aussi : [Le mammoth, victime de la surchasse](#)

Dans l'autre hémisphère, en Australie, [des scientifiques ont dressé le même constat](#). Susan Rice et son équipe de l'Université nationale d'Australie ont analysé des carottes sédimentaires prélevées au nord-est de l'île-continent. Dans cet échantillon témoin des derniers 130 000 ans, ils ont étudié l'abondance de Sporormiella, des petits champignons prospérant dans les déjections des grands herbivores. Ils y ont constaté une chute brutale des micro-organismes coprophiles, jusqu'à leur disparition il y a 41 000 ans. Les scientifiques notaient une augmentation concomitante des taux de charbon dans leurs relevés, preuve d'une multiplication d'incendies. Or aucun changement naturel du climat ne pouvait expliquer ces feux. L'usage des brasiers pour la chasse, en revanche, est largement documenté. Arrivé il y a 45 000 à 50 000 ans en Australie, l'homme moderne a donc bien éradiqué, en quelques millénaires, la cinquantaine d'espèces de marsupiaux et monotrèmes géants qui l'y avait précédé.

Trois scènes de crime

Trois scènes de crime, un même coupable. Tel un profileur devant des cold cases, Felisa Smith, de l'université du Nouveau-Mexique, a donc voulu voir jusqu'où le tueur en série avait pu frapper. Avec sa collègue Kathleen Lyons, de l'université du Nebraska, la biologiste disposait de deux bases de données répertoriant, à partir des fossiles découverts, l'ensemble des mammifères ayant vécu sur Terre – pour l'une au cours des 125 000 dernières années, pour l'autre sur des périodes beaucoup plus anciennes. L'équipe signataire de l'article de Science a d'abord montré que, durant le quaternaire tardif, la mégafaune a payé le plus lourd tribut. Surtout, elle a constaté une corrélation manifeste entre l'expansion géographique de notre espèce ou de ses cousines disparues (hommes de Neandertal, de Denisova) et l'effondrement de la masse moyenne des animaux existants.

Ainsi, en Eurasie, les mammifères ayant vécu il y a 125 000 à 70 000 ans affichent un poids moyen deux fois moindre que ceux de la période précédente (51 kg contre 98 kg). Or c'est précisément l'époque où Sapiens sort d'Afrique. Même constat en Australie, au cours des 50 000 années suivantes, incluant l'arrivée des humains sur l'île. Cette fois, la masse moyenne passe de 35 kg à 4,6 kg. Puis c'est au tour de l'Amérique du Nord de « profiter » de la conquête humaine. Le poids moyen des mammifères plonge de 98 kg à 7,6 kg, en quelques millénaires. « La chute fut plus brutale, car les techniques de chasse s'étaient perfectionnées », souligne Felisa Smith.

Les scientifiques ajoutent trois éléments importants. D'abord, au vu des registres anciens, ils constatent que cette disparition ciblée est sans équivalent au cours de l'ère cénozoïque. « Le

dernier épisode similaire est intervenu il y a 66 millions d'années : c'était l'extinction massive à la fin du crétacé », indique l'article, au cours de laquelle la mégafaune a été particulièrement décimée.

« Le changement climatique va devenir un facteur majeur »

« Pour les époques les plus anciennes, les datations restent peu précises, tempère toutefois Edouard Bard. Ce n'est pas de la faute des chercheurs, on manque de données. Mais ça rend les conclusions plus discutables. » Les auteurs ont en effet classé leurs animaux par grandes périodes de 1 million d'années. Difficile, dès lors, d'évaluer un effet climatique comme une période glaciaire de 100 000 ans.

En attendant, le constat constitue une charge supplémentaire sur le dos de l'homme moderne, absent du paysage en ces temps reculés. Ses ancêtres n'en sortent pas pour autant blanchis. Diverses espèces du genre Homo semblent l'avoir précédé dans la triste besogne. Comment expliquer autrement, insistent les auteurs, que sur l'ensemble de la période ancienne la masse moyenne des mammifères d'Afrique, berceau et longtemps unique territoire de l'humanité, soit deux fois moindre que celle des espèces d'Eurasie et d'Amérique ?

Enfin, les chercheurs ont réalisé des projections dans l'avenir. Que se passerait-il si l'ensemble des animaux déclarés en danger par l'Union internationale pour la conservation de la nature venait à disparaître d'ici deux cents ans ? Cette fois, toutes les tailles seraient concernées. « Et le changement climatique va devenir un facteur majeur, indique Rebecca Terry, de l'université d'Oregon. Car, là où les animaux pouvaient se déplacer pour gérer les modifications des conditions naturelles, la fragmentation de leur habitat le leur interdira. » Les gros devraient encore se trouver en première ligne. Selon l'article de Science, la masse moyenne devrait poursuivre sa chute. En Amérique du Nord, elle atteindrait 4,8 kg ; en Europe, 9 kg. Sur Terre, le plus gros animal afficherait 900 kg sur la balance. Il serait domestique. Ce serait une vache.



Jean-Marc Jancovici

23 h · 🌐

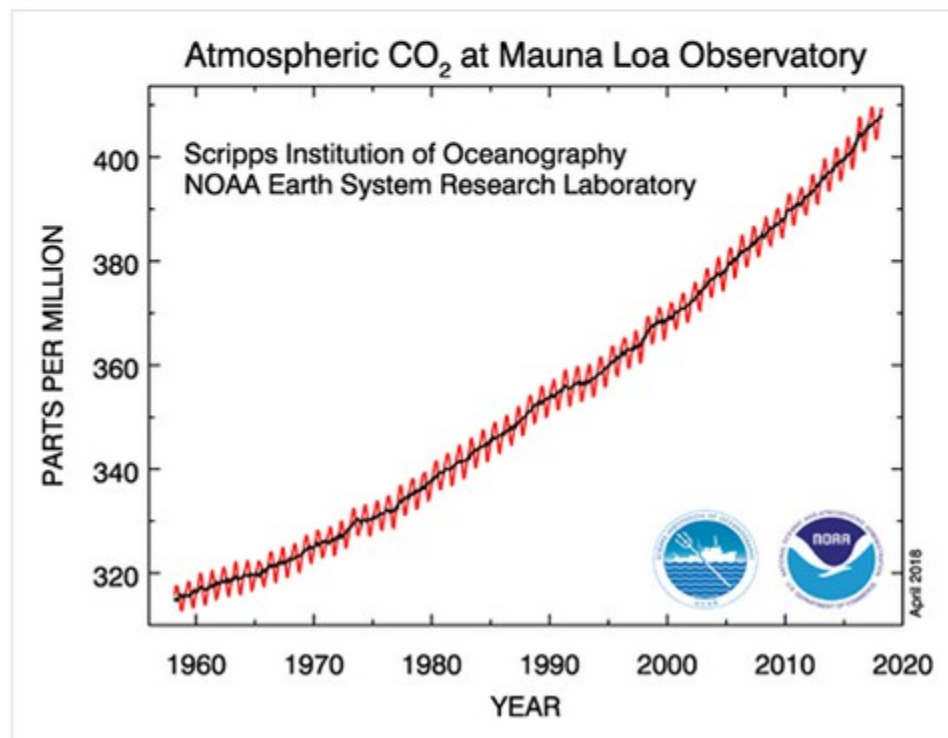
Et pendant ce temps là elle monte... la concentration en CO₂ à Mauna Loa Hawaï.

412.37 ppm le 23 avril 2018

<https://www.esrl.noaa.gov/gmd/ccgg/trends/monthly.html>

Jancovici : "Cette année, comme toutes les années depuis que la courbe ci-dessous a commencé, nous franchirons à la hausse le record de concentration en CO₂ de l'atmosphère, sans précédent depuis au moins un million d'années. Et non seulement cette concentration augmente, mais elle augmente chaque décennie un peu plus vite que la précédente (on voit que la tendance ci-dessous est convexe)."

(publié par Joëlle Leconte)



Les limites pratiques des procès environnementaux

Philippe Gauthier 24 avril 2018

Les procès environnementaux se multiplient partout dans le monde. Mais quelle est la légitimité des tribunaux à contraindre les gouvernements et surtout, quelles sont les chances que ceux-ci acceptent de se soumettre à des jugements d'une très grande portée? Pour Joel Stronberg, un analyste américain du secteur de l'énergie, ces procès rencontreront vite leurs limites et les militants doivent penser à la suite des choses.

Les procès visant à contraindre l'État de respecter ses propres normes environnementales ou à en mettre en place se multiplient dans le monde. Ils sont particulièrement fréquents aux États-Unis, surtout depuis l'arrivée de Donald Trump à la présidence. Ces procédures de plus en plus nombreuses sont le reflet de l'échec de l'État à ériger et à maintenir de fortes défenses contre la

menace croissante des changements climatiques, estime Stronberg.



Il y a quelques années, les procès environnementaux portaient sur des enjeux limités : le respect d'une norme d'émission, par exemple. Les plus récents portent sur de vastes réformes touchant des pans entiers de l'État et de la société. Ce qu'on demande implicitement au système judiciaire, c'est de prendre l'initiative de transformer la soutenabilité environnementale en droit humain fondamental et d'ordonner au gouvernement de devenir un protecteur plus efficace de la nature et de la société.

L'objectif est certainement louable, mais un tribunal a-t-il la légitimité voulue pour court-circuiter le processus politique habituel et imposer des décisions d'une aussi vaste portée? Stronberg fait valoir que jusqu'ici, les plaidoiries ont surtout porté sur l'admissibilité des plaignants, sur les lois applicables ou sur le domaine de juridiction des différentes cours. Les démarches ont aussi été ralenties par la lenteur des procédures.

Mais il est temps de se poser une question plus fondamentale, estime-t-il. Que passera-t-il si, au terme de cette démarche, les plaignants remportent leur procès? Les tribunaux ont-ils vraiment le pouvoir d'ordonner la mise en place de mesures aussi vastes que, par exemple, un plan de réduction des gaz à effet de serre réglementant à la fois l'industrie manufacturière, la construction, l'agriculture et les transports? Et une telle décision aurait-elle un sens pour des problèmes exigeant des solutions globales?

Les tribunaux sont en général conscients qu'il existe des limites aux mesures qu'ils peuvent exiger des gouvernements. Et ce, d'autant plus que leur pouvoir de contrainte reste limité. En cas de différend, on ne peut tout simplement pas condamner le gouvernement pour outrage au tribunal et le jeter en prison. Joel Stronberg pense que plusieurs des grands procès environnementaux qui se tiennent actuellement pourraient déboucher sur des matches nuls, où le gouvernement serait condamné, mais sans modifier ses pratiques.

Il rappelle d'ailleurs que les divers niveaux de gouvernement ont déjà exprimé leur nervosité face à cette idée et que les décideurs ont déjà qualifié ce genre de poursuites d'impraticable, d'irréaliste ou de simples coup de publicité. Il faut donc s'attendre à ce que nombre de victoires environnementales en cour se traduisent par des changements limités en pratique.

Est-ce à dire qu'il faut y renoncer? Pas du tout, insiste Stronberg. Mais il estime qu'il faut y voir un outil de lutte politique parmi d'autres, qui crée un rapport de force à défaut de résultats immédiats. Il pense d'ailleurs que les militants environnementaux auraient tout intérêt à penser dès maintenant à l'étape suivante. Elle pourrait consister, là où c'est possible, à lancer des référendums d'initiative populaire.

Source :

Joel Stronberg, [When Winning in Court Won't Save the Environment: Looking for a Plan "C" \(Part 1\)](#)

Taux record de microplastique dans l'océan Arctique

LE MONDE | 25.04.2018 Par Sylvie Burnouf

Des chercheurs ont trouvé jusqu'à 12 000 particules par litre figées dans la banquise.



Dans l'Arctique central. STEFAN HENDRICKS / AFP

Jusqu'à 12 000 particules de microplastique par litre : le chiffre est si colossal qu'on a peine à y [croire](#), mais c'est bien ce qu'ont retrouvé des chercheurs de l'Institut Alfred-Wegener pour la recherche polaire et marine (AWI, [Allemagne](#)) en faisant [fondre](#) des échantillons de banquise prélevés dans la zone arctique.

A bord du Polarstern, leur navire brise-glace de recherche, ils ont mené, entre 2014 et 2015, trois expéditions, collectant des carottes de glace le long de la dérive transpolaire (un courant océanique majeur de l'Arctique) et du détroit de Fram (à la jonction entre l'Arctique central et l'Atlantique Nord), afin d'en [caractériser](#) la teneur et la composition en microplastiques.

Leurs résultats, publiés le 24 avril dans *Nature Communications*, sont atterrants : aucune des cinq zones analysées n'était vierge de contaminants. Tels des cocktails figés, les blocs de banquise renfermaient les résidus de dix-sept sortes de plastiques, parmi lesquels du polyéthylène et du polypropylène (utilisés notamment dans les emballages), de la peinture, de l'acétate de cellulose (issu des filtres de cigarette), du nylon et du polyester. Avec, au total, 1 100 à 12 000 microdébris par litre d'eau glacée – des taux bien supérieurs à ceux relevés par ailleurs, même si certaines différences méthodologiques limitent les comparaisons directes.

Septième continent

Ces particules ont été transportées là par les courants marins, expliquent les chercheurs. Et, « avec une production mondiale en plastique avoisinant les 300 millions de tonnes par an, il n'est pas étonnant qu'il n'y ait plus de zone épargnée », souligne Johnny Gaspéri, maître de conférences au Laboratoire eau, environnement et systèmes urbains (LEESU, université Paris-Est-Créteil).

La banquise les accumule alors, que ce soit au début de sa formation ou quand elle s'étoffe à mesure qu'elle dérive au gré des courants arctiques. De fait, selon la zone de prélèvement, la composition en microplastiques variait, et leur provenance aussi. Grâce à des données satellites couplées à des modèles thermodynamiques de formation de la banquise, les biologistes ont pu retracer le trajet de leurs échantillons et ainsi identifier les sources possibles de pollution.

Par exemple, les taux élevés de polyéthylène observés dans certaines aires de l'Arctique pourraient, selon eux, provenir du septième continent, cette masse gigantesque de plastique qui flotte dans l'océan Pacifique. Quant aux résidus de peinture et de Nylon, il semblerait qu'ils résultent d'une pollution locale liée à l'activité humaine – notamment de la décomposition de la coque peinte des bateaux et des filets de pêche –, suggérant que le développement de ces activités dans l'Arctique « *laisse des traces* », selon les termes d'Ilka Peeken, première auteure de l'étude.

Si les microplastiques sont définis par une taille inférieure à cinq millimètres, les deux tiers de ceux prélevés lors des expéditions du *Polarstern* mesuraient tout au plus un vingtième de millimètre. « Cela signifie qu'ils pourraient facilement être ingérés par les micro-organismes de l'Arctique, comme les ciliés ou les copépodes [la composante majeure du zooplancton] », souligne Ilka Peeken.

Quelles sont les répercussions environnementales et sanitaires ? La recherche sur le sujet en est à ses balbutiements. Pour l'heure, « personne ne peut affirmer avec certitude à quel point ces minuscules particules de plastique sont susceptibles d'être dangereuses pour la vie marine, pas plus qu'on ne peut le savoir pour les êtres humains », constate Ilka Peeken.

Cependant, complète Françoise Amélineau, biologiste à l'Institut Littoral environnement et sociétés (LiEnSs, université de La Rochelle), on sait que « les plastiques ont tendance à fixer les polluants » et qu'il existe un phénomène de « bioamplification » par lequel la concentration en polluants augmente à chaque stade de la chaîne alimentaire. D'autant plus que les microplastiques « congelés » ne restent pas piégés dans la banquise : ils finissent par être relâchés au bout de quelques années. Avec, d'une manière ou d'une autre, un retour probable vers nos contrées.

Bloom et Nicolas Hulot, même combat en mer

Michel Sourrouille 25 avril 2018

Claire Nouvian, fondatrice de l'association Bloom vient de recevoir le prix Goldman, considéré comme la plus haute distinction internationale dans le domaine de l'environnement.* Bloom est une petite association de 8 salariés entièrement vouée « aux océans et à ceux qui en vivent », avec pour ambition d'établir « un pacte durable entre l'homme et la mer ». Si la madone des poissons se fait autant remarquer, c'est surtout parce qu'elle remporte les

campagnes qu'elle mène. L'interdiction de la [pêche profonde](#) en dessous de 800 mètres décrétée par l'Union européenne en 2016 est très largement à mettre à son crédit. L'interdiction de la [pêche électrique](#) est en bonne voie. L'attitude à son égard est variée, il y a ceux qui la détestent : « *Je suis hyperclivante. Les pêcheurs néerlandais m'appellent Hitler...* » Il y a ceux qui la comprennent. « *C'est une adversaire respectable, concède Alain Cadec (LR), président de la commission pêche au Parlement européen. Elle est attachante même si elle est parfois chiante. Sur le chalutage profond, nous avons fini par être d'accord... Nous défendons tous les deux – différemment –, la ressource et une activité économique à laquelle je crois...* » Il y a ceux qui veulent la compromettre. Pour Isabelle Thomas (PS-Hamon), vice-présidente de cette commission, « *Claire Nouvian doit s'interroger sur le mode de financement de certaines structures militantes dont on ne sait plus très bien qui elles représentent.* » Notons qu'Isabelle Thomas, conseillère municipale de Saint-Malo, avait défendu la poursuite du chalutage en eau profonde en 2013. Elle était la marraine de Blue fish, association bretonne créée cette année là ! On a les sponsors qu'on mérite.

Les succès relatifs de Bloom n'empêchent pas la désertification des océans. La pêche industrielle concerne 73 % de la superficie des océans. Rien qu'en 2016, 40 millions d'heures de pêche ont consommé 19 milliards de kWh d'énergie et parcouru plus de 460 millions de kilomètres, soit 600 fois la distance aller-retour de la Terre à la Lune. 31 % des stocks de poissons sont surexploités dans le monde, ce qui signifie que ces espèces sont prélevées plus rapidement qu'elles ne peuvent se reproduire. Une véritable [tuerie de poissons](#). Si, chaque année, nous tuons 64 milliards de vertébrés terrestres pour les manger, nous exterminons entre 970 et 2 740 milliards de vertébrés marins. Malgré la forte croissance des armements, la diffusion des techniques industrielles de pêche jusque dans les coins les plus reculés de la planète et la sophistication toujours plus poussée du matériel, les tonnages des captures ne cessent de diminuer. En 1995, la capture de poissons a atteint son tonnage maximum avec 95 millions de tonnes. Depuis, la pêche mondiale plafonne autour de 90 millions de tonnes. On peut parler de pic [du poisson](#) ou [peak fish](#) comme il y a un pic pétrolier.

Sur ce point aussi, Nicolas Hulot savait parler vrai : « *Je me souviens d'une discussion avec un haut personnage de l'État à propos de nos ressources halieutiques. Il se disait confiant, assurant que nous pêchions autant de poissons qu'autrefois. Certes. Sauf qu'il oubliait un élément essentiel : on les pêche avec dix fois plus de moyens. On utilise la détection par satellite, des hélicoptères traquent les bancs de sardines... Ce qui veut dire que l'océan se vide un peu plus, tous les jours. La biomasse des océans, c'est-à-dire la quantité de matière vivante, a été divisée par dix entre 1955 et 2005. La culture occidentale admet difficilement que notre puissance puisse générer notre propre vulnérabilité.* »

* LE MONDE du 24 avril 2017, Claire Nouvian, l'écologo-gagnante

SECTION ÉCONOMIE

Jacques Cheminade: "Le tsunami financier est inévitable dans ce système !"

Le 23 Avr 2018 à 20:00:32 / 10 Commentaires / 1 835 vues

👍 5 🗨️ 0 📄 Noter

Au cours d'une réunion publique à Bordeaux le 17 avril 2018, Jacques Cheminade montre pourquoi l'histoire récente des crises financières rend un tsunami financier inévitable prochainement si l'on ne change pas radicalement le système actuel.



Jim Rogers: « Nous sommes à la veille du pire krach boursier qu'on n'ait jamais connu » Egon Von Greyerz: « Croyez moi si vous le voulez, mais un krach gigantesque est imminent. »



Charles Sannat: "La BCE recule en rase campagne contre les prêts non remboursés!"

Publié le 25 avril 2018 à 13:00:26 / 2 commentaires / 271 vues

La réguuuuuulaaaation.... Je lisais, enfin, non, ma femme me lisait la dernière interview de notre ex-président qui n'en revient toujours pas d'avoir été et de ne... Lire la suite



Le rebond du Cac 40, un feu de paille ?

Publié le 25 avril 2018 à 09:00:20 / 4 commentaires / 342 vues

Désormais autour de 5 400 points, l'indice parisien peut-il poursuivre sa hausse ou ce rebond va-t-il faire long feu ? L'analyse de Frédéric Rozier, responsable... Lire la suite



Charles Gave: "Il faut supprimer toutes ces subventions à la presse et laisser les français décider de ce qu'ils veulent lire ou pas lire !"

Publié le 24 avril 2018 à 19:30:40 / 8 commentaires / 1 132 vues

Chaque année, l'État distribue des centaines de millions d'euros à des journaux et à leurs propriétaires milliardaires comme Dassault, Drahi ou Lagardère....

Lire la suite



Bill Bonner: La « sécurité nationale » nuit en réalité à notre sécurité

Publié le 24 avril 2018 à 11:00:46 / 2 commentaires / 570 vues

La « sécurité nationale » est un prétexte fallacieux à un protectionnisme dangereux. L'Histoire prouve qu'elle mène sur le sentier de la guerre. La société de... Lire la suite



Oups !... Le rendement à 10 ans US poursuit sa remontée et tutoie dorénavant les 3%

Publié le 23 avril 2018 à 19:00:20 / 3 commentaires / 971 vues

Les rendements obligataires poursuivent leur remontée, le taux à 10 ans américain atteint les 2,977%. Pento: « La hausse des taux entraînera un chaos sur l'ensemble... Lire la suite



Charles Gave: "Dans l'histoire de l'Europe, toutes les tentatives de recréer l'empire romain se sont toujours terminées dans le sang !"

Publié le 23 avril 2018 à 18:00:14 / 10 commentaires / 1 316 vues

Cette semaine on continue avec une nouvelle interview de Charles Gave sur le sujet de la cohérence économique de la monnaie unique, l'euro. Charles Gave:

La fin de la... Lire la suite

Le premier trimestre 2018 a été un désastre pour l'Amérique

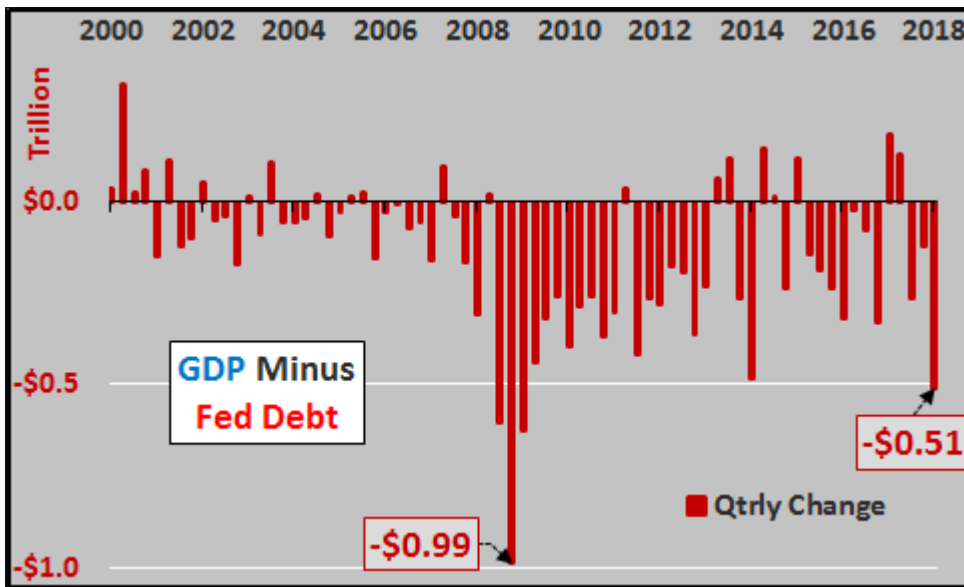
Par [Chris Hamilton](#) – Le 2 avril 2018 – Source [Econimica](#)



Au premier trimestre de 2018, l'industrie financière et des placements a passé la surmultipliée quand on détaille la hausse des réductions d'impôt de 2018 et les répercussions positives de l'action des branches de l'exécutif et du Congrès « favorables aux entreprises » sur le monde des affaires américain. Le marché boursier a atteint des sommets sans précédent et la Réserve fédérale a proclamé que cette bonne période devait améliorer les perspectives économiques et accroître la probabilité de hausses des taux d'intérêt.

Du 1^{er} janvier 2018 au 28 mars 2018 (premier trimestre), le PIB réel a probablement augmenté de 110 milliards de dollars (une hausse de 2,5% sur une base annualisée). Cependant, cela ne colle pas... Selon le Trésor, du 1er janvier 2018 au 28 mars 2018 (premier trimestre), la dette fédérale a augmenté de façon spectaculaire de 621 milliards de dollars (une augmentation de 13,1% sur une base annualisée... et il reste encore deux jours car le trimestre n'est pas tout à fait fini). Le graphique ci-dessus montre la variation trimestrielle de la dette fédérale par rapport à la variation trimestrielle du PIB réel depuis 2000. Le premier trimestre 2018 a été le deuxième plus important en terme de croissance de la dette fédérale, surpassé seulement par les dépenses massives du quatrième trimestre de 2008.

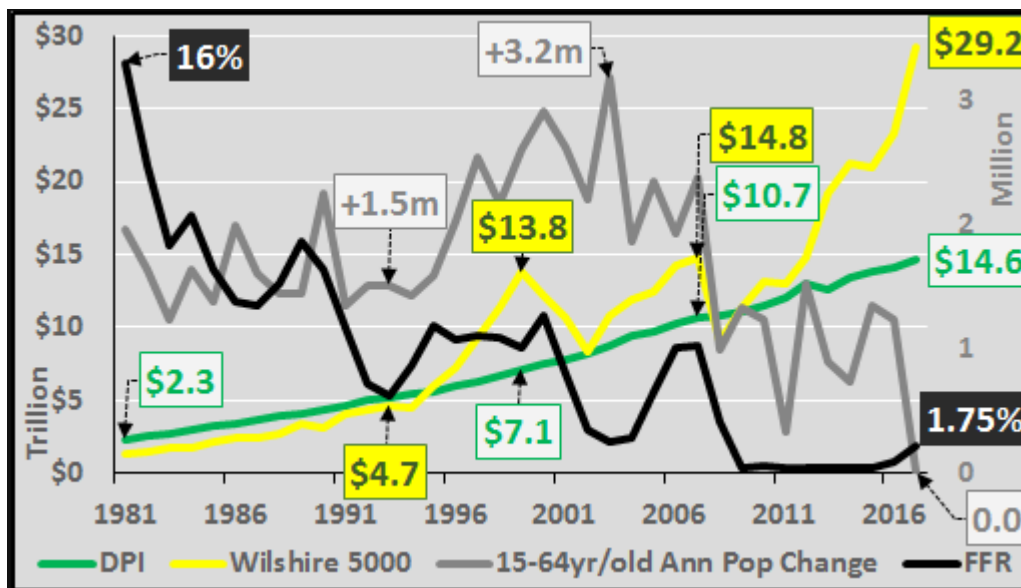
L'image suivante montre la situation si l'on soustrait juste la croissance trimestrielle de la dette fédérale de la croissance du PIB réel. Malheureusement, le premier trimestre de 2018 est l'un des pires enregistrés, la croissance de la dette fédérale faisant des bonds au regard de la « croissance » du produit intérieur brut (qui comprend bien sûr toute la dette fédérale alimentant l'activité!). Engendrer plus de 621 milliards de dollars de nouvelles dettes (qu'il va falloir servir) pour produire une nouvelle activité économique d'un peu plus de 100 milliards de dollars est quelque chose que seul le gouvernement pouvait réaliser.



Cependant, cela devient carrément misérable si l'on ajoute à cette croissance trimestrielle l'ajout massif de 500 à 750 milliards de dollars de passif non capitalisé, parallèlement à la croissance de la dette fédérale. Ensemble, la dette de ce passif non capitalisé et de la dette fédérale augmentent de 3 000 à 4 000 milliards de dollars par an alors que le PIB augmente d'environ 500 milliards. Les réductions d'impôts et la hausse rapide des coûts des programmes sociaux continueront à voir les déficits augmenter beaucoup plus rapidement que l'activité économique ou les recettes fiscales qui en résultent.

Comment cela peut-il être une raison de se réjouir ? Eh bien, je suppose que tout est une question de perspective. Les États-Unis ne pourront jamais se sortir de ce trou... mais la Fed et le gouvernement fédéral sont le meilleur « *leadership* » que l'argent puisse acheter. En temps réel, ils choisissent (et s'alignent avec) la minorité qui finira vainqueur et laissera tout le monde supporter les pertes quand tout valsera.

Un dernier tableau ci-dessous, montrant quatre variables critiques de 1981 à 2017 :



1. Variation annuelle de la population américaine âgée de 15 à 64 ans (ligne grise) ;

2. Revenu personnel disponible (ligne verte... montant total disponible à l'échelle nationale pour les dépenses après que toutes les taxes ont été comptabilisées) ;
3. Wilshire 5 000 (ligne jaune, capitalisation boursière ou valeur de toutes les actions américaines cotées en bourse) ;
4. Taux des fonds fédéraux (FFR) (ligne noire, taux d'intérêt à court terme fixés par la Réserve fédérale).

En résumé, la croissance démographique du noyau adulte ayant décéléré (et la demande subséquente ayant ralenti) la Fed a abusé des taux FFR pour inciter au remplacement du levier et de la dette (gouvernementale, corporative, personnelle) pour maintenir un taux de croissance artificiellement élevé. Cependant, la croissance a principalement porté sur la valeur des actifs plutôt que sur l'activité économique ou la croissance des salaires. Les détenteurs d'actifs sont récompensés alors que la classe ouvrière est punie... la nouvelle politique américaine et celle du creusement des inégalités plutôt qu'une méritocratie.

Si vous êtes curieux de savoir comment cela s'inscrit globalement, j'ai récemment expliqué comment « *Plus vite l'Amérique 'se développe', [plus vite elle va s'effondrer](#) » ». S'il vous plaît également considérez aussi « [Qui achètera ces trillions de bons du trésor américains ?](#) ». Ensuite, pourquoi l'indicateur ultime suggère que les États-Unis ne se sont jamais vraiment remis de la [grande crise financière](#). Comment l'Amérique fait-elle faillite ? Lentement, d'abord, [puis tout à coup](#) ! Et enfin, s'il vous plaît considérez la perspective globale, Les graphiques économiques les plus importants... ne sont pas des [graphiques économiques](#).*

[Chris Hamilton](#)

Traduit par Hervé relu, par Cat pour le Saker Francophone

L'Histoire fait les fake news

Rédigé le 25 avril 2018 par [Bill Bonner](#)

Les faits sans le « pourquoi » sont inintéressants. Les réponses aux « pourquoi » sont données par les vainqueurs et deviennent des mythes, ou fake news.

Les rues de Barcelone étaient bondées lundi soir. Les *ramblas* principales étaient si encombrées que nous avions du mal à traverser. De nombreuses femmes avaient une rose rouge à la main.

On fêtait le Jour des Roses et des Livres – Sant Jordi –, dans la capitale catalane. On donne des roses aux femmes pour fêter la mort du dragon, tué par Sant Jordi (Saint Georges) au quatrième siècle.

Aux hommes, on offre des livres pour célébrer deux géants de la littérature occidentale, William Shakespeare et Miguel Cervantes, morts tous les deux le même jour – le 23 avril 1616.

Hanté par un dragon

Aujourd'hui, nous parlons *fake news*. Nous ouvrons les yeux et nous voyons qu'elles sont partout. Les mythes et les légendes, comme les slogans politiques, les prévisions budgétaires et les déclarations d'amour éternel, n'ont pas besoin de preuves.

Selon la légende, la ville de Montblanc, en Catalogne, était hantée par un dragon. Pour apaiser le monstre, la ville lui sacrifiait une personne tous les jours.

Et le 23 avril 303 c'était – de manière assez improbable – la princesse de la ville qui devait y passer. C'est ce jour-là que Sant Jordi, un chevalier chrétien, est arrivé ; il s'est rapidement mis au travail. Il transperça la bête de sa lance. Le dragon mourut, arrosant le sol de son sang. De la terre ainsi détrempée, une rose rouge naquit.

Fake news, sans le moindre doute.

Si l'on en croit les historiens, le véritable St Georges n'était pas à Montblanc le 23 avril 303. Non, il était à Nicomédie, subissant le genre de traitement que Donald Trump voudrait infliger aux revendeurs de drogue.

St. George offrait la religion. Le christianisme, pour être plus précis. Et l'empereur Dioclétien avait déclaré la guerre aux chrétiens. Il avait ordonné que tous les soldats chrétiens soient arrêtés. Selon le récit, Georges avait refusé de renoncer à sa religion et on lui coupa la tête, faisant de lui un martyr chrétien.

Un idiot ou un génie

L'Histoire est elle aussi bourrée de *fake news*. Les faits « nus » peuvent être rapportés avec exactitude. Mais les faits n'ont ni sens ni signification sans contexte.

En plus de quoi, où et quand, il faut définir le « pourquoi ». Et ce « pourquoi » est quasiment toujours déformé par le temps, les illusions et les idées chimériques, à tel point qu'il est plus proche du mythe que de la réalité.



Les trottoirs sont ombragés de sycomores

Les rues de Barcelone – du moins dans cette partie de la ville – sont larges, avec un îlot central pour les piétons, protégé du soleil méditerranéen par des sycomores. Les bâtiments sont beaux – des constructions du XIXème/début XXème, avec d'élégants balcons, souvent installés au coin des maisons et fermés par des vitraux.

L'architecture est importante, à Barcelone ; on rappelle souvent que c'est la ville natale d'Antoni Gaudi, dont l'oeuvre est remarquablement inventive, intelligente et enjouée.

Lorsqu'il a commencé sa carrière, cependant, il n'était pas clair qu'il finirait par percer. A la fin de son cursus d'architecture, son directeur d'études déclara : « aujourd'hui, nous décernons ce diplôme soit à un idiot, soit à un génie. Nous verrons plus tard ».

A sa mort, en 1926, ses pairs avaient tranché : Gaudi était un génie. Plus tard dans la journée, nous irons voir sa célèbre cathédrale, la Sagrada Familia.

Mouvement indépendantiste

A en juger par notre brève inspection, l'architecture traditionnelle de la ville est en elle-même fascinante. Les proportions sont harmonieuses. Les détails sont accrocheurs et agréables. Les volets de bois sombre, par exemple, sont bien plus jolis que les volets de métal blanc que l'on voit à Paris.

Mais que se passe-t-il ? Partout dans la ville, des bannières rouge et jaunes sont accrochées aux balcons.

« Ah... il y a un mouvement indépendantiste », nous a expliqué un ami.

« Ils veulent un gouvernement séparé pour la Catalogne. Ils veulent se séparer de l'Espagne. Je sais ce que vous vous dites... ils veulent la liberté et l'indépendance pour éviter de subir les accords gagnant-perdant de Madrid. Vous vous trompez. Ils veulent l'indépendance pour pouvoir imposer leurs propres accords gagnant-perdant. Ce n'est pas une question de liberté ; c'est une question de contrôle. »

Nous nous sommes demandé ce qu'en concluront les livres d'Histoire.

Diront-ils qu'il s'agissait d'un combat courageux pour les droits de l'Homme, pour « l'auto-détermination »... un écho de la Déclaration d'indépendance américaine ?

Ou diront-ils que ce n'était qu'un embobinage politique de plus, où un petit groupe de zombies et de compères ont tenté de s'emparer du pouvoir pour escroquer le peuple ?

Tout dépend de la tournure que prennent les événements !

Ce sont les vainqueurs qui écrivent les *fake news*. Si vous voulez être un héros, assurez-vous de gagner. Sinon, Gaudi serait un idiot, nous aurions le jour de Dioclétien plutôt que la St Georges, et Barcelone fêterait le Dragon !

Les taux d'intérêt pourraient-ils redevenir honnêtes ?

Rédigé le 25 avril 2018 par [Simone Wapler](#)

Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans vient de franchir le seuil symbolique et psychologique des 3%. Ceci peut bouleverser votre épargne.

Depuis leur sommet de janvier, les actions ont chuté un peu partout dans le monde :

- Les actions chinoises ont perdu 14% si l'on se réfère au Shanghai Composite Index
- Les actions américaines ont chuté de 8% si l'on se réfère au S&P 500
- Les actions européennes ont baissé de 5% en se basant sur l'Eurostoxx 50

En théorie, cela veut dire que les investisseurs anticipent moins de bénéfices dans le futur.

Mais les mouvements des actions ne sont pas vraiment sérieux. Ce qui conditionne l'évolution de votre épargne financière et même immobilière ce sont les taux – et précisément les taux longs.

Le bon du Trésor américain à 10 ans vient de dépasser hier le seuil fatidique de 3%.

Si les taux longs remontent :

- L'immobilier baisse car moins d'acheteurs se présentent pour un même bien
- Il est moins facile d'acheter des actions à crédit en tablant sur des dividendes supérieurs aux taux d'intérêt
- Les entreprises zombies apparaissent clairement : ce sont celles qui sont endettées et dont les taux d'intérêt sont supérieurs aux bénéfices
- Les refinancements (rembourser un prêt en empruntant à nouveau) deviennent très douloureux
- Les investissements (les emplois de demain, comme disent les Allemands) sont plus coûteux
- Le poids de la dette des gouvernements grossit et fait exploser les budgets
- Il faudra plus d'impôts ou moins d'allocations, ou les deux, et cela pèsera sur la consommation

C'est la fin des *business models* reposant sur de la consommation à crédit financée par des allocations.

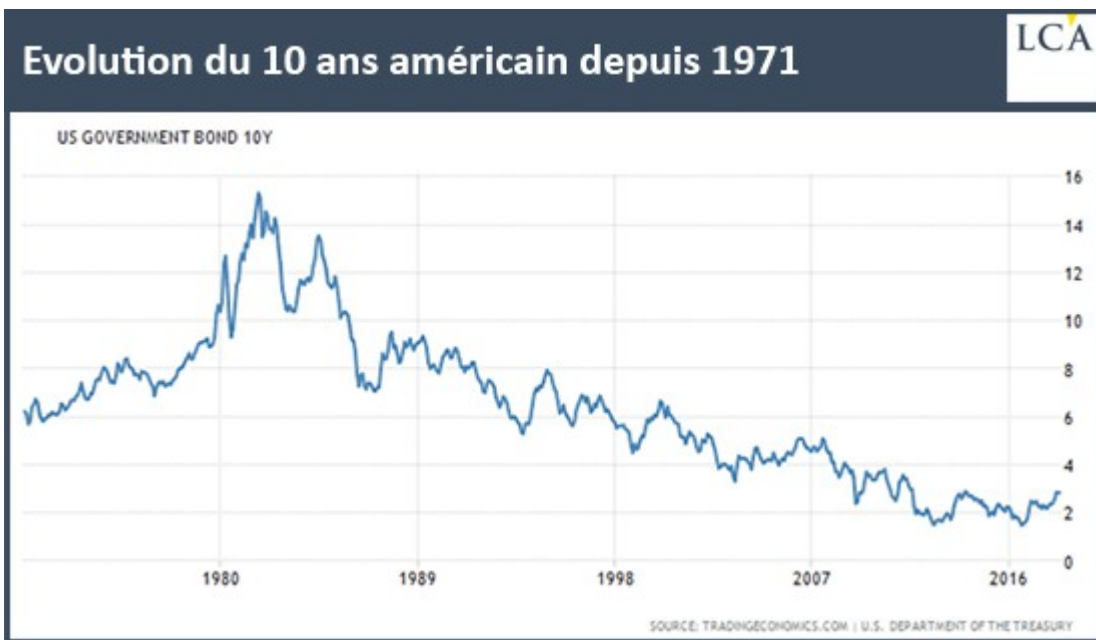
Pour éviter toutes ces contrariétés et tout ajustement douloureux mais naturel, nos grands planificateurs omniscients ont fait en sorte que les taux longs baissent depuis 1981.

Après 37 ans de baisse des taux, d'argent facile et de monde merveilleux, l'enfer est-il possible ?

Le 10 ans américain est la référence sur les marchés. Cela fait 37 ans qu'il baisse. La plupart des investisseurs, des entrepreneurs, des gouvernements n'ont jamais eu à affronter une hausse des taux durable.

En 1971, le dollar a été coupé de l'or. La monnaie est devenue du crédit. Les pays exportateurs de pétrole ont alors défié le dollar et l'inflation s'est emballé sous l'effet des chocs pétroliers. Les taux longs sont montés à plus de 15% en 1981.

La confiance est revenue. Tout est rentré dans l'ordre monétaire nouveau. Les dettes mondiales gonflaient tandis que les taux d'intérêt baissaient.



Les prix de l'immobilier, des actions, des obligations se sont envolés. Les déficits publics se creusaient mais tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Parfois, face à une remontée des taux de courte durée, les impôts s'abattaient pour tenter de réduire les déficits. Les impôts, mais jamais les dépenses publiques.

Nous vivons dans un monde merveilleux. Un monde qui dure depuis 37 ans. Qui se souvient encore de l'ancien monde, celui où la faillite était une sélection naturelle et où les taux d'intérêt étaient le reflet de l'épargne disponible ?

Cette récente hausse du taux d'intérêt à 10 ans est-elle vraiment sérieuse ? La Fed ne va-t-elle pas agir pour les faire baisser ?



« Agir », pour la Fed, consisterait à créer plus de crédit pour en faire baisser le prix. La Fed a décidé de faire l'inverse : elle rend le crédit plus cher et elle achète moins de bons du Trésor

alors que Trump a prévu d'en émettre plus, MAGA (*Make America Great Again*) oblige. La hausse des taux est la conséquence de ces décisions.

Si la Fed se renie, qui aura encore confiance dans le dollar et les bons du Trésor ? La hausse actuelle des prix du pétrole voulue par les pays producteurs ne serait-elle pas un test, comme durant les chocs pétroliers des années 1970 ?

[Tout le monde se moque de la dette lorsque les taux sont bas.](#)

Mais si les taux d'intérêts redeviennent honnêtes ? Vous n'y pensez même pas !

Pouvez-vous imaginer un monde chargé de 237 000 milliards de dollars de dettes (presque le quadruple du PIB mondial) avec des taux d'intérêt à disons 5% ?

En 1981, la dette mondiale n'était que de 10 000 milliards de dollars, ce qui représentait une fois le PIB mondial. Les taux pouvaient bien monter jusqu'à 15%.

Un monde de taux honnêtes n'est plus possible aujourd'hui sans remettre à plat le système monétaire et financier mondial. MMHA – *Make Money Honest Again* – sera le programme imposé.

Le concours d'hypocrisie du FMI et de la Banque mondiale

Rédigé le 23 avril 2018 par [Simone Wapler](#)

A la dernière réunion du FMI et de la Banque mondiale, les Etats-Unis ont été critiqués pour leur « guerre commerciale » et leurs velléités protectionnistes.

« Si les droits de douane devaient se généraliser et augmenter de 10%, on aurait partout une hausse significative des prix importés et donc des pertes de pouvoir d'achat. On assisterait alors à une baisse du PIB mondial d'au moins 2% », chiffre François Villeroy de Galhau, le président de la Banque de France.

Le jeu des accords gagnant-gagnant veut que chacun échange ce qu'il sait le mieux faire pour acquérir ce qu'il sait moins bien faire. Les droits de douane ne sont qu'une forme d'impôts qui frappe ceux qui achètent des biens importés et – comme tout impôt – ampute le pouvoir d'achat sans être créateur de richesse. Mais chiffrer avec une telle précision les effets du protectionnisme ne peut que laisser béat d'admiration.

Etrange que nos technocrates omniscients ne poursuivent pas leur raisonnement : inversement, si on baissait les droits de douanes, le PIB devrait augmenter. Ils devraient pouvoir nous calculer ça aussi. En France, les droits de douane s'échelonnent de 3% à 20% pour les produits importés hors Union européenne. Pourquoi ne pas les supprimer ? Ce serait trop simple ?

Le thème désormais éculé du « trop de dettes »

Le FMI et la Banque mondiale débattaient aussi sur le thème éculé du « trop de dettes ». Il faudrait « profiter de la bonne conjoncture pour réduire la dette et mener les réformes » indique Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, participant à ce bal des hypocrites.

Réduire la dette n'est pas du tout la priorité des Etats-providence depuis qu'elle est disponible

en quantité semble-t-il illimitée et ne coûte rien. Le système monétaire et financier est au contraire conçu pour la favoriser.

Ce qui nous ramène à notre brève histoire de la monnaie, de Sumer au bitcoin, entamée la semaine dernière.

Episode 9 : après la fin de Bretton Woods, l'avènement du créditisme

Après la fin des accords de Bretton Woods, en 1971, toutes les monnaies sont flottantes, sans ancrage dans le réel. Les matières premières se négocient en dollar. Pour avoir du pétrole, il faut des dollars. Les dollars s'exportent donc facilement et les banquiers centraux les stockent. Bien sûr, ils ne stockent pas des liasses de billets verts mais des bons du Trésor américain qui rapportent un petit quelque chose.

Parallèlement, les banques commerciales collectent les dépôts et sont autorisées à créer du crédit, de l'ordre de 10 à 30 fois leurs fonds propres (l'argent que les actionnaires de la banque ont mis au pot).

Nous entrons dans un système selon lequel « les crédits font les dépôts ».

Lorsqu'une banque accorde un prêt, l'argent correspondant est créé et apparaîtra comme dépôt ailleurs. Par exemple vous achetez un bien immobilier à crédit et le prix de votre bien devient un dépôt dans la banque de votre vendeur.

Le système dit des réserves fractionnaires permet aux banques de ne consigner qu'une infime partie des dépôts auprès de la banque centrale dont elle dépend.

Les banques commerciales reçoivent une patente pour prêter de l'argent qui n'existe pas encore. En effet, pour 1 de dépôt, les banques commerciales peuvent en prêter 99. C'est ce qu'on appelle le système des réserves fractionnaires.

Cet argent est prêté pour des dépenses privées (ce que votre conseiller financier appelle « vos projets ») ou des investissements, ou enfin des dépenses publiques.

Le capital prêté n'existe pas (à 99 %), les prêteurs ne prennent donc pas de risque, surtout s'ils prêtent à des États, ces mêmes États qui leur ont accordé leur licence de création monétaire.

Les prêteurs en mauvaise posture seront sauvés par la Banque centrale, leur État — donc vous, contribuable.

Des faux-monnayeurs adoués par l'Etat

« Dans son essence, la création monétaire ex nihilo actuelle par le système bancaire est identique, je n'hésite pas à le dire pour bien faire comprendre ce qui est réellement en cause, à la création de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement condamnée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents ». Maurice Allais, La Crise mondiale aujourd'hui, éd. Clément Juglar, 1999

Ce système n'a rien à voir avec le capitalisme. Il fonctionne avec du crédit et non pas de l'argent existant déjà.

Le créditisme repose sur deux piliers

- La création monétaire ex nihilo, qui est le fait du monopole d'émission de la banque centrale. Celle-ci repose sur la dette publique, les emprunts d'Etat, dont les garants sont les contribuables.
- Le système des réserves fractionnaires.

C'est un système éminemment instable qui ne peut supporter que la croissance du crédit. Tout resserrement du crédit privé en circulation entraîne des faillites et donc des récessions. Tout resserrement de la dette publique entraîne une diminution de la consommation subventionnée par les dépenses de redistribution.

Les banques centrales sont censées réguler la masse de crédit en ajustant leurs taux directeurs.

Des crises financières toujours plus fréquentes

Les crises financières et bulles spéculatives se succèdent, toujours plus rapprochées et plus graves :

- Crise japonaise
- Krach de 1987 et crise des Caisses d'épargne américaines (savings & loan)
- Faillite du fonds spéculatif LTCM en 1998
- Bulle internet de 2000
- Crise du crédit subprime en 2008

La croissance de la dette implique une baisse forcée des taux d'intérêt à long terme. Il faut que les zombies financiers puissent donner l'apparence d'être viables en acquittant les intérêts d'une dette dont ils sont incapables de rembourser le principal.

A chaque crise, les banques centrales baissent leurs taux directeurs. Elles les relèvent ensuite mais sans retrouver le niveau antérieur.

Le pouvoir du crédit, le poids de la dette

Rédigé le 24 avril 2018 par [Simone Wapler](#)

Les instances officielles s'effarouchent à propos de la dette mais cautionnent le crédit infini. Jubilé pour effacer la dette ou esclavage pour la payer, il faudra bien choisir.

L'Opinion titre ce matin : « Dette : pourquoi tout le monde s'en fout » avec un dessin humoristique à l'appui.

l'Opinion Se connecter S'abonner

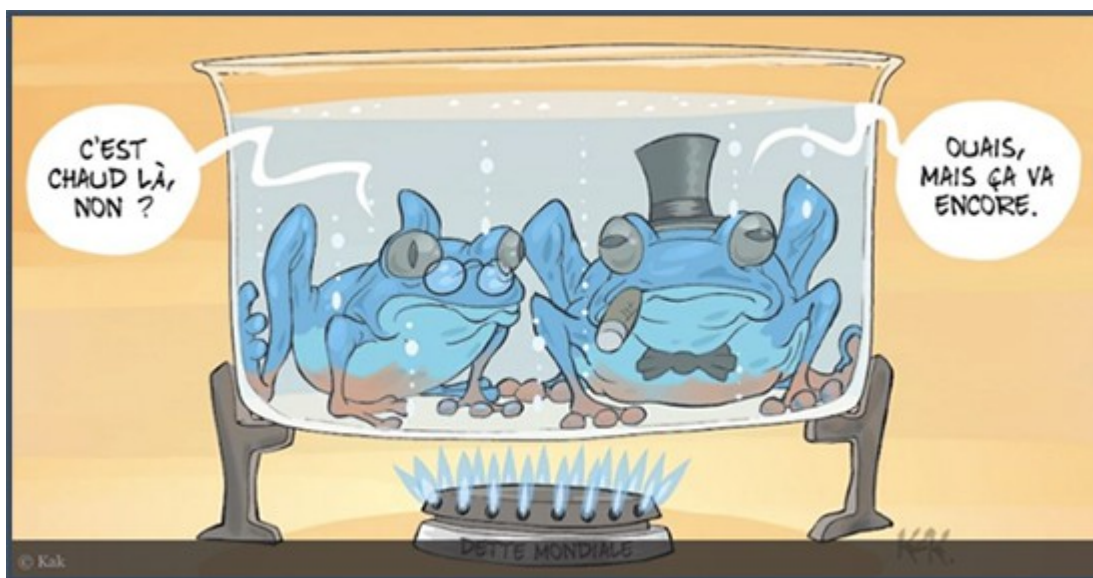
Accueil • Economie • Dette: pourquoi tout le monde s'en fout

Indifférence

Dette: pourquoi tout le monde s'en fout

Irène Inchauspé • Jade Grandin de l'Épervier • 24 avril 2018 à 05h00

L'économie mondiale est aujourd'hui plus endettée qu'au début de la dernière crise financière. A part Christine Lagarde, directrice générale du FMI, personne ne semble s'en émouvoir. Jusqu'au jour où ce sera trop tard.



Je pense avoir une idée sur ce sujet...

« Tout le monde » se fout de la dette parce que « tout le monde » vit à crédit.

Le système monétaire et financier actuel repose sur une fiction : on peut créer du crédit à l'infini sachant que tout sera payé avec les profits tirés du futur ou l'argent extorqué aux contribuables.

Pour que cette fiction tienne, il suffit que les intérêts – et seulement les intérêts – soient payés. Evidemment, la dette grossissant, les intérêts deviennent de plus en plus lourds. Mais là encore, ceux qui vivent du crédit et ont la main sur le système financier ont la solution : il suffit de faire en sorte que les taux d'intérêt baissent en continu.

Ainsi des entreprises zombies ou des gouvernements zombies trouvent toujours à se financer sans affoler personne.

Des noms, des exemples, me réclamez-vous, cher lecteur... En voici deux tout frais d'hier.

Netflix : médaille d'or du zombie privé

L'entreprise Netflix, notée *junk bond* ou obligation pourrie, vient d'emprunter hier 1,9 milliard de dollars via une émission obligataire.

Morgan Stanley, Goldman Sachs, J.P. Morgan, Deutsche Bank et Wells Fargo sont les banques d'investissement impliquées dans cette émission obligataire. Les titres, qui arriveront à

échéance en novembre 2028, rapportent 5,875%.

La dette à long terme de Netflix atteint désormais 8,4 milliards de dollars ; en perte, elle va brûler plus de trois milliards de dollars en 2018.

« Notre niveau d'endettement est relativement modeste rapporté en pourcents de notre valeur d'entreprise, » (1) peut-on lire dans le dernier rapport trimestriel.

Qui fixe la valeur d'entreprise ? Les mêmes qui placent les obligations achètent des actions à crédit en en faisant monter les cours.

Le gouvernement américain : médaille d'or du zombie public

Hier toujours, le gouvernement américain a placé sans difficulté son émission de bons du Trésor à 10 ans sous 3% de rendement : 2,996% pour être précis, nous dit Bloomberg. Les spéculateurs qui s'étaient placés à la baisse sur les obligations américaines en sont pour leurs frais. Trump peut dépenser tout ce qu'il veut, il trouve de l'argent à emprunter sous le seuil symbolique des 3% alors même que la Fed rachète moins de bons du Trésor.

Cette cavalerie tiendra tant que la confiance durera.

Pas de retour flamboyant pour l'économie américaine

Rédigé le 24 avril 2018 par [Bill Bonner](#)

L'économie américaine serait pleine de vigueur selon Donald Trump. Pourtant les gagnants ne font que puiser dans leur épargne et les perdants s'endetter plus.

Nous avons récemment appris – de la Maison Blanche elle-même – que non seulement l'économie américaine se porte magnifiquement bien... mais elle va même de mieux en mieux !

Donald J. Trump :

« ... Les Etats-Unis sont forts et font un retour flamboyant. Les salaires augmentent. Le taux d'imposition baisse. Les entreprises investissent dans notre grand pays. Et plus important encore, le peuple américain gagne ».

Nous vivons apparemment à la fois le meilleur et le pire. Ou bien... peut-être que ce « meilleur » serait en fait une forme de *fake news* ?

Notre collègue David Stockman a exécuté un travail magnifique en analysant toutes les données.

Il n'a pas trouvé de preuves que « les Etats-Unis [...] font un retour flamboyant »... ni que « les salaires grimpent »... ou que « les entreprises investissent »... ou encore que « le peuple américain gagne ».

Non... il a plutôt découvert que :

« Les salaires suivent le rythme de l'inflation, rien de plus. Tout comme ils l'ont fait durant les années Obama.

Les investissements réels des entreprises sont dans une tendance baissière depuis au moins

sept ans. Cette tendance est toujours en place.

Par conséquent, la productivité de la main-d'oeuvre continue elle aussi de décliner... atteignant en moyenne la moitié seulement de sa moyenne historique.

Il n'y a pas eu de reprise de l'emploi non plus. Si l'on observe les heures travaillées, on s'aperçoit que le taux d'augmentation est légèrement plus faible que sous Obama.

Si bien que le peuple américain n'est en réalité pas du tout gagnant. Si les gens ont pu continuer à dépenser, c'est parce qu'ils ont extrait un demi-milliard de dollars de leur épargne... ce qui les laisse encore plus endettés et plus vulnérables à un retournement que jamais.

A présent, les perdants perdent plus encore... parce que les autorités leur mettent encore plus de dettes sur le dos... 1 000 milliards de dollars de déficit par an (2,5 fois plus que la croissance du PIB) ».

En d'autres termes, Etats-Unis/Venezuela, même combat.

La vigueur de l'économie américaine n'est rien d'autre que des *fake news*. Mais il faut dire qu'en matière de politique publique, les *fake news* sont les seules nouvelles qui existent...

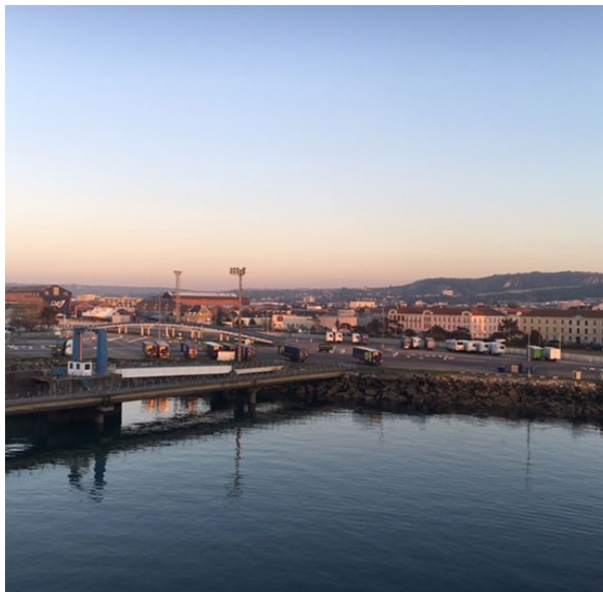
Pourquoi Trump ne peut pas guérir les Etats-Unis

Rédigé le 23 avril 2018 par [Bill Bonner](#)

Les finances publiques américaines suivent une trajectoire désastreuse. Bientôt la dette coutera aussi cher que le Pentagone.

Nous sommes allé jusqu'à Cherbourg vendredi pour prendre le ferry — et faire route vers l'Irlande. Le voyage dure presque une journée.

La traversée peut être douloureuse pour quelqu'un qui a vite le mal de mer. Mais le ciel était bleu lorsque nous sommes monté à bord, nous avons donc bon espoir pour la suite.



Le port de Cherbourg



A bord de l'Oscar Wilde

En attendant, voici un petit aperçu de comment les autorités poussent les Etats-Unis à la faillite... et pourquoi un krach boursier, un marché baissier pour les obligations et une dépression sont à présent probablement inévitables :

Les Etats-Unis médaille d'argent en matière de dettes

Le FMI prédit désormais que le fardeau de dette du gouvernement américain sera pire que celui de l'Italie d'ici 2023. Cela mettra les Etats-Unis à la deuxième place — juste après le Japon — dans la course à la faillite. Le pays devrait avoir un ratio dette/PIB de 117%.

La prévision du FMI part du principe que les choses se passeront bien — c'est-à-dire qu'il n'y aura ni choc ni événement inattendu. Mais nous avons déjà passé beaucoup de temps sans récession. C'est la troisième expansion la plus longue depuis la Deuxième guerre mondiale.

Il est plus probable qu'une récession commence... bientôt. Toutes les estimations actuelles seront alors mises de côté et remplacées par des chiffres pires. Au lieu d'une dette de 30 000 Mds\$ en 2028, par exemple, la dette explosera à 40 000 Mds\$... voire 56 000 Mds\$, comme l'estime l'un de nos lecteurs.

Même en l'état actuel des choses, en extrapolant uniquement des projections budgétaires et des tendances visibles, le gouvernement fédéral US est déjà en route pour la faillite. C'est ce qui arrive lorsque les recettes sont continuellement inférieures aux dépenses et que la dette augmente plus rapidement que l'économie qui la soutient.

On accusera sans doute immédiatement Donald Trump. Pas de précipitation. Les dés étaient jetés bien avant que M. Trump ne s'installe à la table du casino avec sa casquette MAGA.

On décrit le désir d'équilibrer le budget comme une attitude « conservatrice ». Mais le « conservatisme » n'a de sens que dans un monde de rareté. Si vous avez la vie éternelle... à quoi bon mettre en place un plan d'épargne retraite ?

Nous essayons de gagner du temps parce que nous savons que notre temps est limité. Nous essayons d'économiser parce que nous savons que l'argent ne pousse pas sur les arbres. Mais depuis 1987, lorsqu'Alan Greenspan a volé au secours du marché boursier, la Fed semble avoir les pouces particulièrement verts.

Même au taux directeur actuel de 1,69%, le taux d'intérêt réel est négatif. Parce que les prix à la consommation augmentent de 2% par an environ. L'argent de la Fed est gratuit (pour ses membres, bien entendu).

Il est disponible en quantités (apparemment) illimitées. Les banques centrales du monde entier suivent la Fed depuis un demi-siècle. Ont-elles le choix ? Le dollar américain est toujours la devise de réserve du monde. Et jusqu'à récemment, les Etats-Unis avaient la plus grande économie de la planète.

Télé réalité à la Maison Blanche

A elles toutes, ces banques centrales ont augmenté leurs avoirs de 17 000 Mds\$ sur les 10 dernières années. Le tout en monnaie qui n'existait pas auparavant.

Cet afflux de liquidités a accompli des choses remarquables pour l'économie — la principale étant la suivante : la priorité était autrefois de fabriquer des choses et gagner de l'argent... désormais, elle est de consommer des choses et spéculer avec du crédit.

Cela a également donné aux autorités une idée fautive : que les déficits n'ont vraiment pas d'importance puisqu'il y a une quantité quasi-illimitée d'argent à emprunter.

Ces dés étaient jetés avant même que Donald J. Trump soit élu. Mais son accession au pouvoir a semblé marquer un changement de direction. Il avait promis d'« assainir le marigot ». A notre époque de politiciens rois de la langue de bois, M. Trump semblait direct... presque honnête.

La différence s'est révélée être relever surtout de l'esthétique. Au lieu d'un programme télévisé normal... nous avons eu la télé réalité de M. Trump, où les choses sont mises en scène de manière à sembler n'être pas mises en scène.

Au lieu que des initiés du *Deep State* mènent la danse, nous avons désormais un gouvernement qui prétend lutter contre les élites mais suit en réalité leurs ordres, principalement parce qu'il ne sait pas quoi faire d'autre.

En 2022, le coût de la dette sera le même que celui du Pentagone

Et au lieu d'un déficit budgétaire de 700 Mds\$ tel que programmé durant l'ère Obama, nous avons un déficit budgétaire de 1 000 Mds\$ sous la direction de DJT.

Le *Washington Post* nous en dit plus :

« D'ici 2022, le gouvernement US devrait dépenser presque autant d'argent pour le paiement des intérêts de sa gigantesque dette que pour le Pentagone, plus de 600 Mds\$ chaque année. Cette spirale de dépenses souligne une réalité effrayante à Washington : le président Trump et le Congrès ont non seulement massivement alourdi la dette gouvernementale US, mais ils se sont libérés des multiples garde-fous destinés à maintenir l'équilibre budgétaire, ouvrant la voie aux futurs

législateurs pour continuer à creuser le trou béant entre ce que le gouvernement encaisse et ce qu'il dépense. »

A présent, cette fièvre emprunteuse semble impossible à inverser...

Tout le boucan et les feux d'artifice autour des accords commerciaux, de l'influence russe, des bombardements en Syrie et des stars du porno ne représentent peut-être pas grand'chose. Mais 300 Mds\$, c'est beaucoup d'argent — surtout en plus des 700 Mds\$ déjà autorisés.

Et cela arrive alors que la Fed tente de renverser le cap. Au lieu de faciliter les fantasmes des autorités... elle se prépare à les détruire ; pour la première fois en 30 ans, la Fed vend des obligations, elle n'en achète pas.

Cette combinaison de fraude et de folie incrustées dans les finances américaines méritera sans aucun doute une « alerte extrême ».

Désastre à suivre.

Combien de temps les « risques financiers » vont-ils rester « supportables » ?

Rédigé le 24 avril 2018 par [Nicolas Perrin](#)

Si l'on en croit certains, les risques financiers actuels sont très raisonnables et l'optimisme des investisseurs parfaitement justifié.

J'aime beaucoup suivre les déclarations des patrons de grandes compagnies d'assurance. On y trouve une prose rassurante tout à fait indiquée pour « reprendre une activité normale ».

Récemment, je suis tombé sur les propos de Philippe Donnet, directeur général de Generali, qui s'exprimait lors des « 26e rencontres du *risk management* » qui ont réuni 150 intervenants et 2 500 congressistes à Marseille.

L'évènement se déroulait du 7 au 9 février, alors même que les marchés actions américains replongeaient dans un « *volocaust* » (les conséquences de la hausse soudaine et brutale de la volatilité) qui a effacé en une semaine l'ensemble des gains enregistrés depuis le début d'année.

Je ne doute pas que vous frétillez d'impatience à l'idée de connaître le diagnostic du patron de la troisième compagnie d'assurance au monde (derrière Allianz et Axa) sur les risques d'instabilité économique et financière qui menaçaient votre épargne juste après que Jerome Powell a pris les rênes de la Fed.

En dépit des pics de volatilité, votre compagnie d'assurance vous rappelle que vous pouvez dormir sur vos deux oreilles

Au coeur du propos de Philippe Donnet se trouvait un message univoque : « il ne faut pas paniquer ». L'homme aperçoit certes quelques « nuages qui restent importants », mais ces derniers se cantonnent aux sphères géopolitique, climatique et démographique.

Niveau finances, le bleu domine le ciel :

« Le retour de la croissance aux Etats-Unis avec une situation de quasi plein emploi, une croissance toujours forte en Chine et en Asie, le retour de la croissance en Europe avec de nouvelles perspectives ».

Pour ce qui est de l'inflation, elle « reste contenue, les risques financiers paraissent encore supportables » et, au final, le paysage économique est « assez équilibré ». Un peu de bla bla étatiste histoire de conclure sur une touche dans l'air du temps : la « croissance ne sera durable que si elle solidaire et inclusive », et voilà une déclaration fumigène rondement menée.



Bref, tout va somme toute plutôt pas mal, n'hésitez donc pas à refaire un petit versement sur votre fonds euros et, surtout, pensez bien à prendre votre pilule bleue ou (au choix) à lire *Le Figaro* (par exemple dans son édition du 29 décembre) avant d'aller vous coucher.



Au cas où le moindre doute subsiste, je vous rappelle qu'au mois de janvier, Philippe Donnet

s'exprimait au Forum économique mondial de Davos. Il s'agit donc de quelqu'un qui sait précisément de quoi il parle et qui n'a évidemment à coeur que l'intérêt bien compris de ses fidèles assurés.

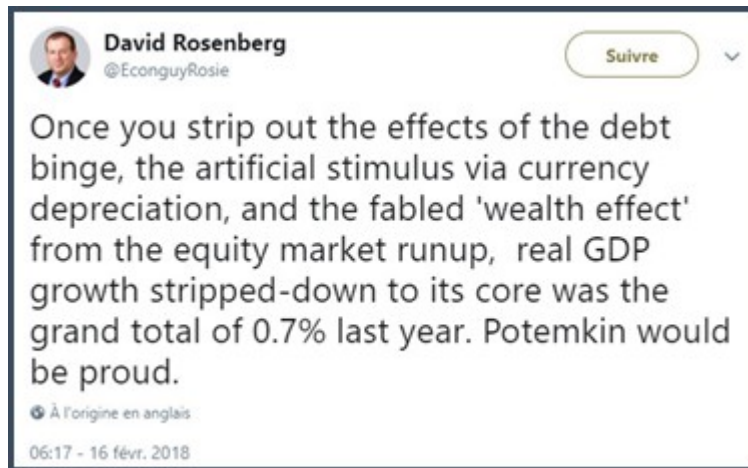
Maintenant que vous voilà rassuré, je vous laisse sur ces bons conseils d'assureurs et je vous dis à samedi.

A moins bien sûr que vous ne préfériez savoir si la météo est la même depuis ma fenêtre...

Croissance réelle versus croissance Potemkine

Commençons avec la croissance américaine dont se réjouit Philippe Donnet. Officiellement, le gâteau US était 2,3% plus gros à la Saint-Sylvestre 2017 qu'au 31 décembre de l'année précédente. Voilà le genre de chiffres rassurants qu'aiment mettre en avant les politiciens et les assureurs.

Plutôt que d'applaudir niaisement des deux mains, certains gérants, comme David Rosenberg, préfèrent prendre leur calculatrice et faire quelques soustractions.



« Une fois que vous avez retiré l'effet de l'orgie de dette, le stimulus artificiel dû à la dépréciation de la monnaie et le mythe de l'«effet richesse» relatif à la hausse des marchés actions, la croissance du PIB réel réduit à son coeur se montait l'année passée à l'immense total de 0,7%. Potemkine serait fier. »

Mais peut-être y a-t-il plus de raisons de se réjouir de la croissance économique en Zone euro ? Hum, comment vous dire...

NATIXIS
BEYOND BANKING

Flash Economie
16 février 2018 - 193

L'optimisme règne au sujet de la situation économique de la zone euro ; pourtant, la situation structurelle de la zone euro s'est dégradée dans de nombreux domaines depuis 10 ans

Plutôt que tourner autour du pot, je vais directement vous livrer la conclusion de Natixis :

« L'optimisme des investisseurs est porté par l'amélioration de la situation cyclique de la Zone euro [...] mais il faut craindre que la dégradation de la situation structurelle de la Zone euro ne finisse par venir à bout de l'optimisme des investisseurs. »

Merci à l'équipe de Patrick Artus de rappeler que cela peut coûter cher de confondre conjoncture et situation structurelle, en particulier lorsque le contraste entre les deux est aussi « impressionnant ».

Poursuivons avec la gestion de votre portefeuille financier.

Natixis : « Trop tard pour la Grande Rotation »

Dans un Flash Economie en date du 19 janvier, Natixis était de meilleur conseil que *Le Figaro*.



La « Grande Rotation », c'est le basculement des portefeuilles des obligations vers les actions. Cette stratégie est traditionnellement mise en oeuvre « au milieu des périodes d'expansion » (1998-99 et 2004-2007 aux Etats-Unis et 1998-2000, 2006-2007 et début 2008 dans la Zone euro), lorsque deux conditions sont réunies : 1. le rendement anticipé des obligations diminue avec la remontée des taux d'intérêt à long terme 2. « les perspectives de croissance restent favorables, ce qui justifie d'acheter des actions même si les taux d'intérêt à long terme augmentent ».

Quid du timing dans notre situation ? Est-il encore temps de procéder à ce rééquilibrage des portefeuilles ? Voici la réponse qu'apporte Natixis :

« Avec les politiques monétaires durablement expansionnistes, la hausse des taux d'intérêt à long terme n'a lieu qu'à la fin de la période d'expansion, à un moment où, le ralentissement de la croissance étant proche, il n'est pas opportun d'acheter des actions. A la différence de ce qu'on a observé dans le passé, aux Etats-Unis et dans la Zone euro aujourd'hui, il faut probablement éviter d'acheter aussi bien des actions que des obligations. »

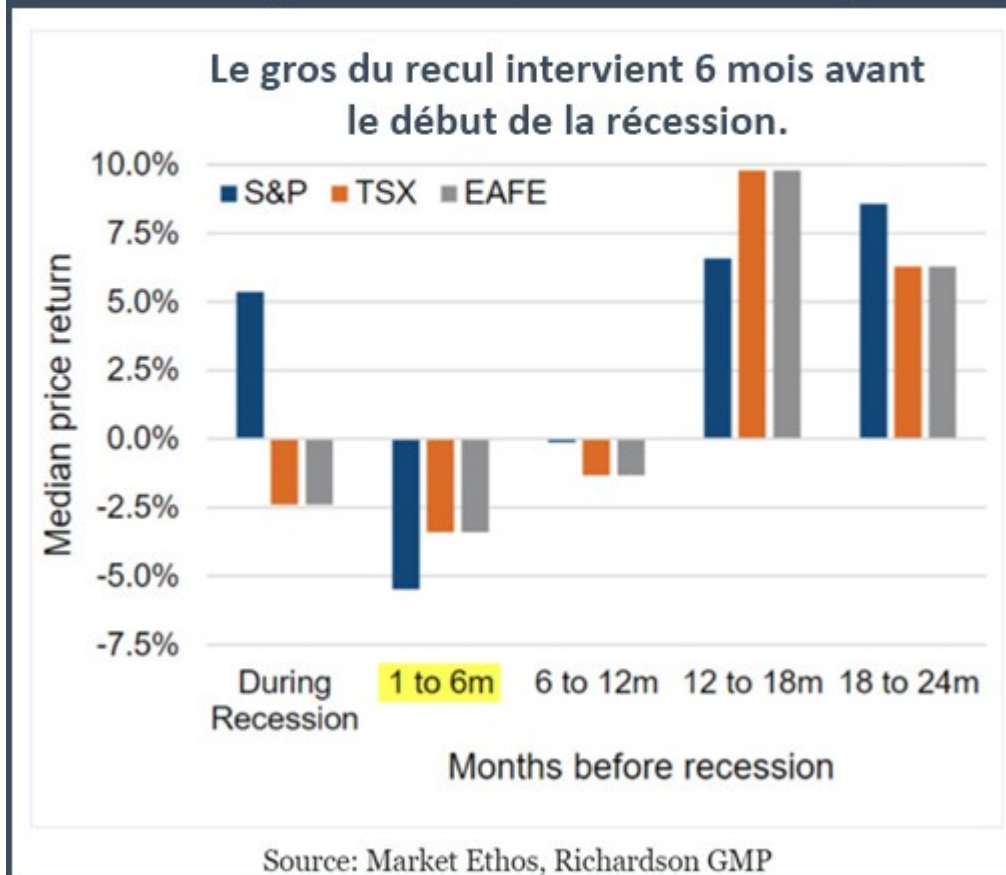
Retournement de conjoncture économique : timing et conséquences sur les marchés

Naturellement, il m'est impossible de vous dire quand la récession va se déclencher.

C'est d'autant plus dommage que l'on sait à peu près comment les marchés boursiers se comportent durant le cycle économique. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, c'est en N-2 avant la récession que les marchés actions affichent leurs performances les plus élevées. En N-1 avant la récession, leurs résultats deviennent négatifs et c'est au cours des six mois qui précèdent le déclenchement d'une récession qu'ils enregistrent en moyenne les pires dégâts (pires que pendant la récession elle-même).

Marchés actions : combien de temps avant le début d'une récession le marché souffre-t-il le plus ?

LCA



D'où viennent ces brusques retournements de situation sur les grandes bourses mondiales ? C'est ce que nous détaillerons très prochainement.

Combien de temps les « risques financiers » vont-ils rester « supportables » ? 2/2

Rédigé le 25 avril 2018 par [Nicolas Perrin](#)

Tandis que les assureurs nous décrivent une économie Potemkine, personne n'est préparé à une remontée des risques et une vraie hausse des taux longs.

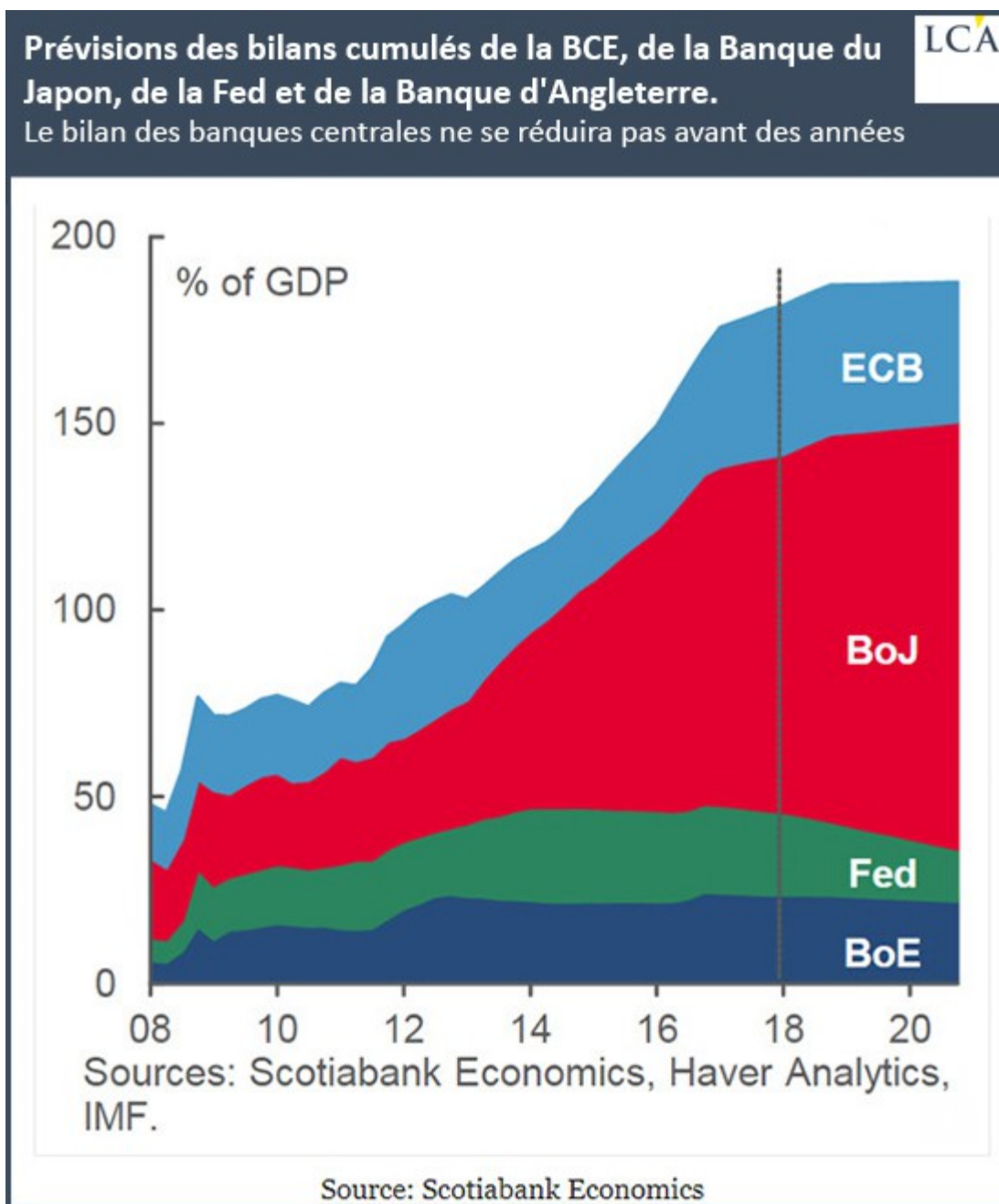
Précédemment, nous avons vu que les assureurs ont une fâcheuse tendance à décrire uniquement ce qui passe sur la façade de l'économie Potemkine. Pourtant, des choses certes moins reluisantes mais tout aussi intéressantes se déroulent à l'envers du décor. Commençons par rappeler quel est le principal responsable des crises financières.

Même le *Wall Street Journal* pointe le doigt vers les banques centrales.

Au final, le cycle est perturbé par le responsable habituel : non pas le libéralisme – comme le voudraient les étatistes de tous bord – mais l'interventionnisme toujours plus forcené des

dirigeants de banques centrales, lesquels sont – au cas où vous l’auriez oublié – copains comme cochons avec nos gouvernements toujours ravis de présenter des budgets en déficit ainsi qu’avec les patrons des grandes banques commerciales qui vivent en grande partie de la commercialisation de la dette étatique.

Pour ce qui est du bilan agrégé des grandes banques centrales, voici les projections de Scotiabank en date du 13 avril : au niveau mondial, la situation devrait en principe se stabiliser fin 2018.



En Zone euro, la BCE continue depuis janvier d’injecter 30 Mds € par mois sur les marchés. Comme Mario Draghi a déjà pas mal racheté de dette d’Etat sur le marché secondaire, il prend également de la dette d’entreprise.

« La BCE pourra-t-elle cesser son programme d'achat de dette d'entreprises sans bouleverser les marchés de crédit européens ? » Ce n'est pas moi qui pose la question, mais le *Wall Street Journal* (Daily Shot du 18 avril). « La BCE a-t-elle un plan pour arrêter le QE privé sans déclencher une panique ? » Là non plus, la question n'est pas de moi, mais de Pantheon Macroeconomics, le cabinet de consulting fondé par le *WSJ*.



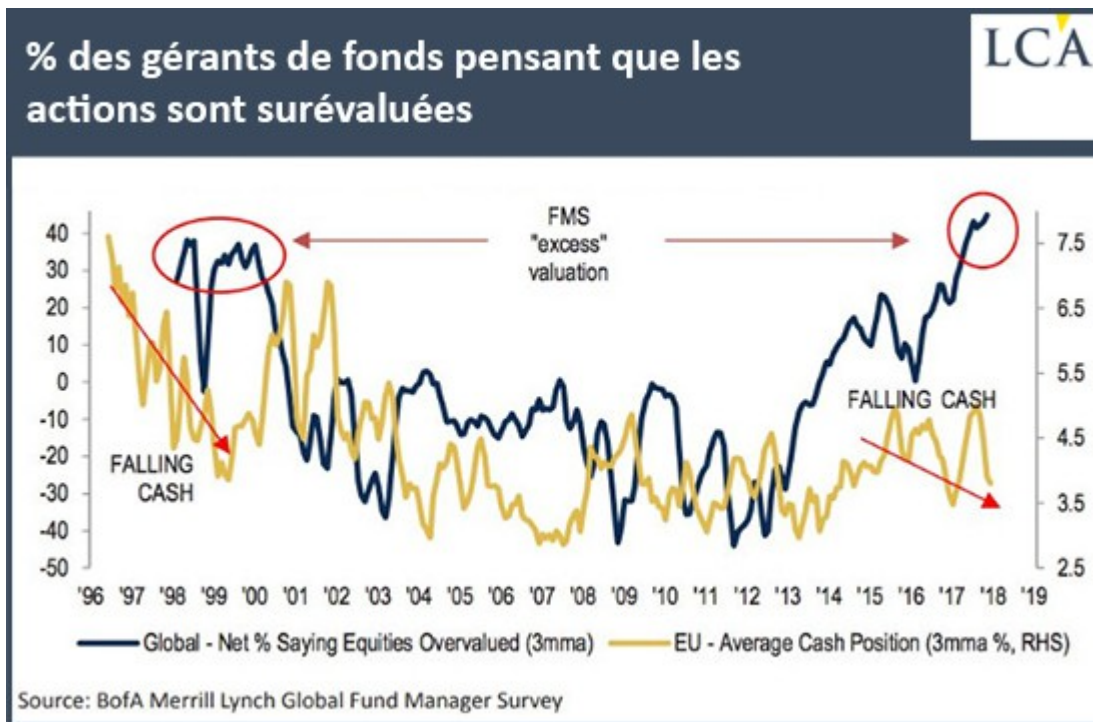
Au Japon, même le gouverneur de la banque centrale tient des propos plus nuancés qu'un assureur :



Vous vous en doutez, abreuver les marchés pour atteindre un tel niveau de liquidité n'est pas sans avoir quelques menus inconvénients.

Excès de liquidité = instabilité financière

Que ce soit par obligation réglementaire et/ou par peur de rater le train de la performance financière, les gérants *doivent* investir ce gigantesque stock de liquidité. Peu importe qu'un nombre record d'entre eux estiment que certains marchés soient surévalués.



Je me permets de vous rappeler que de toutes façons, ça n'est que de votre argent dont il s'agit.

NYSE's Most Iconic Stockbroker Admits He's "Never Owned A Share Of Stock In My Life"

by Tyler Durden
Mon, 02/19/2018 - 04:30

308 SHARES

If you have a pulse and own a stock, The Washington Post points out, you probably have seen Peter Tuchman's face. But a household name he ain't.

Une anecdote, me direz-vous... Mais regardez plutôt ceci :



La Bank of America sur les tendances à 4 semaines :

Les hedge funds sont vendeurs nets d'actions US depuis fin jan. 2018. Les clients institutionnels sont vendeurs nets depuis début fév. 2016. Les clients privés sont acheteurs nets depuis début février 2018.

Or, le problème lorsque la liquidité se retrouve en excès au sein du système financier, c'est qu'elle peut « sauter d'une classe d'actifs à l'autre, ce qui fait apparaître des bulles suivies de l'explosion des bulles, d'où une forte instabilité financière. » [NDLR : Vous êtes déterminé à profiter du retour de la volatilité ? Testez notre service *SMS Cash Alert* et visez des gains de plus de 500 € par jour. [Tout est ici.](#)]

Vous en avez eu la parfaite illustration au cours de ce premier trimestre très mouvementé qui a vu le « transfert de la liquidité des obligations vers les actions (des pays de l'OCDE et des pays émergents) et vers les cryptomonnaies, puis brutalement sortie de la liquidité des actions et des cryptomonnaies vers les obligations à nouveau et aussi simplement vers le *cash*. Il va falloir s'habituer à cette instabilité financière que les banques centrales ont fait apparaître. »

Je cite plutôt que de reformuler car si des assureurs lisent ces colonnes, je ne voudrais pas qu'ils s'imaginent que ce se sont les divagations de Nicolas Perrin : il s'agit bien des écrits de Natixis.



Comment les banques centrales réagiront-elles lors de la prochaine catastrophe financière ?

Lors de sa nomination officielle à la tête de la Fed, Jerome Powell a été accueilli par les intervenants avec une baisse de 4,6% en clôture sur le Dow Jones (jusqu'à -1 600 points en

séance).

On se demandait comment le nouveau président de la banque centrale américaine allait réagir : il a su rester serein. En tout cas, il ne s'est pas publiquement laissé aller à l'effolement et il a gardé le silence au cours de cet épisode.

C'est ce qui a permis le spectaculaire rebond intervenu au cours de la semaine du 12 au 16 février. Le silence de Powell a été efficace face à l'instabilité qu'a expérimenté le système : la dislocation est remise à une prochaine fois. Nul doute que ce *short squeeze* n'aurait pas vu le jour si Powell avait affiché le moindre signe de nervosité. La Fed conserve donc sa crédibilité.

En attendant, la marmite continue de bouillir. Jerome Powell se montrera-t-il « *dove* » (coulant) ou « *hawkish* » (strict) lors de la prochaine surchauffe ? Et si la Fed intervient, les marchés finiront-ils par lui retirer leur confiance ?

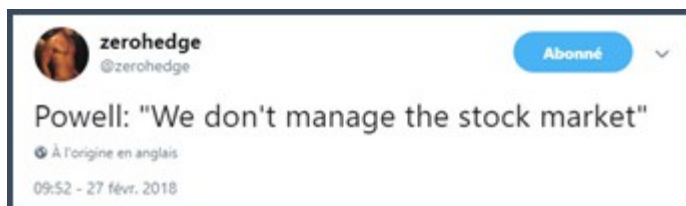
Les avis sont partagés...

Certains, comme Brandon Smith, estiment que 2018 est l'année où la Fed laissera les marchés actions s'effondrer.



Avec Donald Trump à la Maison Blanche, Jerome Powell dispose de l'occasion rêvée de faire passer son institution pour disciplinée et responsable. En remontant les taux et en réduisant la taille de son bilan tout en restant à l'écart du prochain krach sur les marchés actions, il sera très facile pour le nouveau président de mettre l'implosion de la bulle sur le dos du Donald.

Certaines déclarations des représentants de la Fed au sujet la progression du déficit budgétaire et de la dette US ont d'ailleurs été assez alarmistes, tout comme les déclarations au sujet du « levier croissant et les évaluations élevées sur différentes classes d'actifs ». Ces dernières semaines, le ton employé a clairement été « *hawkish* ».



D'autres n'y croient pas une seconde et estiment que – comme à chaque fois que cela a été « nécessaire » par le passé – la Fed interviendra le jour J. Sauf que cette-fois ci, la manoeuvre pourrait ne pas être assez crédible pour convaincre les marchés.



D'autres encore n'aperçoivent que quelques nuages à l'horizon et estiment que « les risques financiers sont encore supportables », et qu' [« il ne faut pas paniquer »](#) .

A vous, cher lecteur, de voir quelle hypothèse vous semble la plus convaincante.

« La BCE recule en rase campagne contre les prêts non remboursés ! »

par [Charles Sannat](#) | 24 Avr 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

La réguuuuulaaaation....

Je lisais, enfin, non, ma femme me lisait la dernière interview de notre ex-président qui n'en revient toujours pas d'avoir été et de ne plus être dans le magazine *Marianne*.

Et là, ma tendre épouse me glisse dans l'oreille à une heure du matin, « tu sais, on a peut-être été injuste avec Hollande, regarde il dit qu'il a fait l'union bancaire et réglé tous les problèmes de risques en Europe ». Bref, il a été notre sauveur.

J'ai fait remarquer qu'affirmation ne vaut pas argumentation et encore moins que c'est la vérité !!

Bref, notre Hollandouille national croit qu'il a sauvé le monde financier européen grâce à des nouveaux machins totalement impuissants et qui relèvent nettement plus de l'artifice de communication que de la réalité.

C'était ma conviction avant-hier, comme hier soir, et comme aujourd'hui, sauf que l'éclat de rire et la franche rigolade nocturnes grâce à notre ex-mamamouchi (on s'amuse comme on peut dans notre famille) se voient nettement renforcés et confirmés par l'actualité d'aujourd'hui !

Je n'aurais pas rêvé mieux pour crâner auprès de ma tendre moitié ! Ce soir, je pourrai lui dire « tu vois chérie, je t'avais bien dit que tout ça c'est des conneries »... « Y a bien que le tulliste à la retraite qui y croit encore ! »

La BCE envisage de renoncer à des règles sur le stock de prêts non remboursés

Et voilà cette merveilleuse dépêche de l'agence Reuters qui nous apprend que, tenez-vous bien, « la Banque centrale européenne (BCE) envisage de renoncer à imposer des règles qui auraient obligé les banques à constituer des réserves supplémentaires pour couvrir leur stock de prêts non remboursés, au vu des réactions pour le moins négatives que son initiative suscite.

Les banques de la zone euro, en particulier celles de Grèce, d'Italie et du Portugal, ploient sur un encours de créances douteuses (NPL) de 759 milliards d'euros que la BCE veut voir se dégonfler et ces nouvelles règles étaient censées grandement l'y aider.

Mais à présent, la Banque centrale se demande s'il faut encore prendre des initiatives sur le stock de NPL existants « suivant les progrès accomplis par chaque banque prise individuellement », a dit une porte-parole de la BCE, ajoutant que rien n'avait encore été décidé »...

Bon, je sais, ce n'est pas forcément limpide alors je vais traduire pour exprimer clairement un truc somme toute très simple et que vous comprendrez tous bien évidemment !

En gros, les banques font des crédits. À des entreprises, à vous pour de la consommation ou un achat de maison. Bref, du classique.

Quand tout va bien, eh bien vous remboursez votre crédit histoire de garder votre maison.

Quand tout va mal et que vous êtes, hélas, dans la mouise à cause des aléas de la vie, eh bien vous avez des difficultés à rembourser. Parfois, même, on n'y arrive plus. Dans ce cas, votre crédit est considéré comme un NPL, pour *non-productive loan*, ce qui veut dire en clair crédit moisi que le gus qui l'a contracté ne peut plus rembourser... Il faut donc comptablement le considérer comme irrécouvrable. Dans ce cas, on passe une provision du montant de ce qui reste à rembourser.

Une provision cela vient en moins dans le résultat de la banque. C'est un peu comme une charge, une perte !

Du coup, si vous passez trop de provisions, vous pouvez même vous retrouver en pertes...

Votre banque perd de l'argent et le résultat net est négatif (beurk, pas bien, car dans de tels cas, il n'y a pas de dividendes !!).

Alors la BCE, au départ (avec le machin de l'union bancaire, sécurité du système machin toussa-toussa), se disait on va apurer l'ensemble des crédits pourris.

Le système bancaire européen en quasi-faillite

Sauf que la BCE est en train de se rendre compte qu'avec 760 milliards officiels de crédits moisis et sans doute beaucoup plus dans la vraie vie, cela fait un trou. Un gros trou. Un énorme trou !

Un trou tellement gros que personne ne peut le combler pour le moment à coup de passage de provisions progressives et discrètes, ce qui a été la stratégie jusque-là.

En fait, ce que vous devez comprendre de cette information, c'est que le système bancaire européen ne va pas très bien et qu'il croule sous les dettes que les débiteurs n'arrivent plus à rembourser en raison de la politique d'austérité que ces mêmes élites européennes imposent

aux peuples.

Bon, les banques sont fragiles.

On le savait.

La BCE vient de le confirmer.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

La fin des oranges... Effondrement des récoltes !

Lors d'un repas de famille, nous discutons de ce que notre génération avait eu la chance de voir « arriver », de voir « apparaître ».

Cela peut sembler stupide ou simplet de « s'émouvoir » d'avoir vu arriver les kiwis sur nos tables, mais aussi les leetchis, ou même le téléphone portable, ou encore les stents en médecine qui sauvent tant de vies.

Pourtant, l'information que vous allez lire et que vous devez rapprocher de toutes celles où quelque chose de précieux « disparaît » doit nous alerter sur le fait que nos enfants, les nouvelles générations risquent d'être celles qui vont voir disparaître les choses. Et c'est en cours, l'histoire s'est retournée, et c'est funeste pour le destin de l'humanité qui ne sait pas prendre soin de la création qui lui a été confiée.

Nous mangeons peut-être sans le savoir nos dernières oranges. Nous avons savouré celles que nous avons à table d'une autre façon.

Voici l'essentiel de cette dépêche de l'AFP qui doit être diffusée.

Charles SANNAT

Autour de la Méditerranée, les agrumes risquent de disparaître

« La planète pourrait-elle se retrouver un jour sans oranges, ni citrons, des fruits aussi bénéfiques à la santé qu'ils sont accessibles à toutes les bourses ?

En effet, après avoir décimé la quasi-totalité des orangers de Floride, affecté la Californie et le Brésil, la maladie du Dragon jaune, mortelle pour les agrumes et sans traitement existant, menace aujourd'hui le pourtour méditerranéen, estiment des chercheurs.

Connue sous son acronyme HLB, pour Huanglongbing – maladie du Dragon Jaune en chinois –, elle s'est « propagée depuis le milieu des années 2000 avec un impact et une rapidité phénoménales », dit à l'AFP Eric Imbert, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) à Montpellier. »

Une maladie terrible qui tue les arbres

« Cet insecte suceur se nourrit de sève. En piquant un arbre, il transmet la bactérie, qui en retour bloque le canal par où transite la sève. Les feuilles jaunissent, les fruits se déforment. L'arbre s'étouffe. Et meurt plus ou moins vite, selon les pays et les conditions climatiques.

Le psylle africain transmet une forme moins forte de la maladie. Il a été détecté au nord de

l'Espagne, et au Portugal, où des arrachages ont déjà eu lieu.

« Sans vouloir affoler, (...) si nous ne faisons rien en termes de prévention, nous pouvons avoir une catastrophe majeure, avec des prix qui doublent ou triplent » prévient le chercheur.

Pour preuve, le cas de la Floride : entre 2005 et 2017, la production d'oranges y a chuté de près de 60 %. Le prix de gros du jus d'orange concentré a plus que doublé à 2 500 dollars la tonne, car les coûts de production se sont envolés. »

Crier dans le désert.

« Le cri d'alarme, ça fait longtemps que les chercheurs le poussent, auprès des autorités européennes notamment, mais on a l'impression de hurler dans le désert » dit M. Imbert.

Il faut protéger à tout prix la Corse !

« En Corse, où se trouve l'un des plus beaux conservatoires d'agrumes du monde, avec près d'un millier d'espèces en pleine terre, on prie pour que la Méditerranée fasse tampon encore longtemps.

Toute importation d'arbre du continent est interdite. L'Inra a commencé à mettre sous serre anti-insectes une partie de sa collection, et se lance dans la cryogénie pour protéger le patrimoine génétique, les pépins. »

[Source AFP via Romandie.com ici](#)

Le Japon, l'Inde et l'UE, partenaires potentiels de la Chine face au diktat commercial US

Que veut dire cet article ?

Qu'une bataille diplomatique monumentale s'est engagée entre la Chine et la Russie pour tenter de détacher du camp américain le Japon, allié de longue date des États-Unis, ou plutôt pays inféodé aux Américains depuis la défaite nippone de 1945.

Même logique avec l'Europe et l'Inde.

L'idée ?

La route de la soie !

Mais la route de la soie, c'est quoi ?

C'est un continent eurasiatique, autonome en matières premières, en industries, en production alimentaire ou encore en énergie allant de Brest... à Tokyo, en passant par Pékin ou Moscou.

Le continent eurasiatique c'est l'essentiel des habitants de la planète, c'est la plus grande surface terrestre et, de manière générale, c'est une puissance renvoyant les États-Unis au rang de puissance du tiers-monde.

L'objectif est ambitieux, mais l'atteindre signifierait sans ambiguïté mettre fin à l'hégémonie américaine.

Ce pourrait être pas mal.

Charles SANNAT

La troisième guerre mondiale sera une guerre économique

Par Brandon Smith – Le 11 avril 2018 – Source alt-market.com



Il y a dans les médias de masse une illusion de masse, créée, je pense, en grande partie par trop d'exposition à la fiction cinématographique et télévisuelle. C'est une hypothèse personnelle. Je crois qu'elle est beaucoup plus dangereuse que ce que beaucoup de gens pensent. L'hypothèse est que la prochaine grande guerre, si elle devait se produire, sera inévitablement une guerre nucléaire et que la catastrophe qui l'accompagnera mettra fin à tout ce que nous connaissons. Beaucoup de gens sont même excités à l'idée de la Troisième Guerre mondiale et de la notion selon laquelle cela « effacera l'ardoise » ouvrant la voie à une réforme humaine positive renaissant de ses cendres. Je suis ici pour dire que ce n'est probablement pas ce qui va se passer.

Il y a des armes beaucoup plus précises et efficaces que les armes nucléaires dans l'arsenal des globalistes de l'establishment qui manipulent les systèmes politiques dans divers pays.

Par exemple, l'utilisation de l'économie militarisée et des faux paradigmes. Comme je vous ai mis en garde depuis des années, un conflit entre l'Est et l'Ouest a été orchestré et ce conflit sera principalement économique. J'ai décrit cette dynamique en octobre 2016 dans mon article [*La division Est-Ouest est liée au dollar, pas à une guerre nucléaire.*](#)

L'excitation et la crainte entourant la guerre nucléaire potentielle distraient, je pense, de la menace beaucoup plus légitime d'une guerre financière mise en scène entre l'Est et l'Ouest. Il est important de se rappeler que toutes les guerres sont invariablement des guerres de banquiers – c'est-à-dire que presque toutes les guerres profitent aux financiers internationaux en créant un environnement propice à la centralisation de la richesse et du pouvoir politique. Cette notion tend à prêter à confusion chez certains analystes et activistes dans le mouvement de la liberté.

Il y a une étrange obsession pour ces gens autour de l'idée qu'il existe une véritable division

internationale et que cette division inclut les gouvernements orientaux d'un côté et les gouvernements contrôlés par les globalistes de l'autre. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

Considérant la réalité que les mêmes représentants et institutions globalistes qui imprègnent la finance et la politique occidentales occupent également des positions d'influence dans des pays comme la Russie et la Chine, j'ai du mal à croire qu'il y ait une sorte de « *division* » dans les échelons supérieurs de leurs structures de pouvoir respectives. À toutes fins utiles, les mêmes influences empoisonnées, de Goldman Sachs à JP Morgan en passant par les Rothschild, tous dirigeants de grandes corporations jusqu'à Henry Kissinger (M. « *Nouvel Ordre Mondial* ») pèsent aussi sur la politique économique et sociale à l'Est.

J'ai écrit au sujet du faux paradigme Est/Ouest depuis au moins 2014 en compilant des preuves sur les influences globalistes en Russie et en Chine ; vous pouvez en lire plus [ici](#) et [ici](#).

L'essentiel est le suivant : la Russie et la Chine soutiennent pleinement les institutions [contrôlées par les globalistes](#) comme la Banque des règlements internationaux (BRI : la banque centrale des banques centrales) et le Fonds monétaire international (FMI). Les gouvernements des deux pays ont demandé au FMI d'affirmer que le cadre de leur panier de droits de tirages spéciaux constituait la base d'un nouveau système de [monnaie de réserve mondiale](#). Encore une fois, la Russie et la Chine veulent que le FMI, une entité contrôlée par les globalistes, devienne le dirigeant *de facto* d'une nouvelle structure monétaire mondiale.

Cet appel en faveur d'un changement monétaire mondial complet n'a pas été pris en compte aussi sérieusement qu'il aurait dû l'être, principalement parce que les économistes dominants soutiennent qu'il n'y a pas d'alternative au dollar américain si liquide. Ce n'est plus vrai, cependant.

Avec la montée en puissance des cryptomonnaies simples à générer et le mécanisme d'échange par les blockchains faciles à tracer, les globalistes disposent désormais de l'outil liquide idéal pour remplacer le dollar comme monnaie de réserve mondiale. Tout ce dont ils ont besoin maintenant est d'un événement de crise pour couvrir la transition. C'est-à-dire que les masses doivent être complètement distraites par le théâtre d'un désastre organisé. Cela créerait le niveau approprié de peur et de confusion nécessaire pour mettre en œuvre des changements à spectre complet dans les systèmes financiers du monde sans grande résistance de la part des populations souffrant des effets de cette réinitialisation.

Il semblerait qu'un événement de crise se déclenche maintenant sous la forme d'une guerre commerciale internationale. À mon avis, cette guerre commerciale est conçue pour devenir si intense qu'elle sera un jour considérée comme une « *guerre mondiale* ».

La Chine se prépare à s'éloigner du dollar américain depuis au moins 2005 quand elle a commencé à émettre ce que les médias financiers occidentaux appelaient des « *obligations panda* » ou obligations libellées en yuans. À l'époque, l'idée était presque traitée comme une blague. Ce n'est plus le cas car la Chine a augmenté la liquidité de marché jusqu'à lui faire atteindre des milliers de milliards de yuans au cours des 13 dernières années grâce à divers instruments libellés en yuan et elle a même commencé à acheter du pétrole en yuans au lieu d'utiliser le dollar. Cela a créé ce que l'on appelle un marché du « [pétro-yuan](#) » un mouvement qui avait été prévu à l'avance par beaucoup d'entre nous dans les médias alternatifs mais, pour

les médias dominants, cela a été présenté comme une surprise. Les contrats à terme, libellés en « *pétro-yuan* » sont négociés à l'échelle mondiale et compte tenu du fait que la Chine est le plus grand importateur/exportateur du monde, il ne reste que peu de temps avant que de nombreux partenaires commerciaux chinois passent du dollar au yuan.

Tout cela culmine, c'est une action finale, la fin du jeu pour le développement de la guerre commerciale. Cette action sera la vente massive du dollar lui-même par la Chine et ses alliés. Avec des preuves établissant que la Chine arrête ses achats des bons du Trésor américain, cette action peut arriver beaucoup plus tôt que beaucoup de gens ne le pensent. Les opposants continuent d'affirmer que la Chine « *ne rompra jamais avec les États-Unis et le dollar* » pourtant, c'est exactement ce qui se passe. Il semble que ces personnes n'accepteront pas la réalité de la situation avant de la voir s'installer sur leur pelouse sous la forme d'un effondrement monétaire.

En ce qui concerne les distractions, l'activité de guerre commerciale a été très efficace. Par exemple, au cours des derniers mois, j'ai souligné l'étrange relation entre les annonces de la Réserve fédérale concernant les hausses de taux d'intérêt, les réductions de bilan et les annonces de Donald Trump sur les barrières douanières relevées contre la Chine et d'autres pays. Dans presque tous les cas, les actions de la Fed provoquent une chute importante des marchés boursiers (comme la semaine dernière quand Jerome Powell a annoncé une augmentation des hausses de taux d'intérêt et de nouvelles réductions de bilan). Trump annonce simultanément des mesures douanières plus agressives.

Les médias dominants accusent automatiquement Trump et la guerre commerciale pour l'instabilité des marchés actions tout en ignorant complètement la corrélation directe entre la Réserve fédérale qui retire le soutien artificiel aux marchés boursiers et leur déclin régulier. Les banquiers centraux ont créé une bulle massive sur les marchés, maintenant ils la font imploser et ils veulent le faire sans subir de retour de flamme pour eux-mêmes. Trump semble les aider à cet égard.

Même maintenant, il y a des économistes alternatifs et leurs disciples qui ne comprennent toujours pas ce qui se passe. Aux gens qui pensent encore que les actions de la Fed sont une « *erreur de politique* » que les banquiers ne sont pas conscients de ce qu'ils font et qu'ils vont finalement inverser le cours des choses et recommencer à soutenir les actions, ma question est : pourquoi le feraient-ils ?

Les bailleurs de fonds internationaux et les banques centrales ont tout à gagner en lâchant cette assurance-vie sur les actions, les obligations, l'immobilier, etc. Au milieu d'une panique de guerre commerciale, ils peuvent faire à peu près tout ce qu'ils veulent sans représailles. La responsabilité de toute catastrophe future peut maintenant être rejetée sur n'importe quel bouc émissaire. Certaines personnes vont blâmer Donald Trump et les conservateurs qui ont voté pour lui. Certaines personnes accuseront la Chine et la Russie d'être les coupables de nos maux. D'autres accuseront le « *capitalisme* » et les « *marchés libres* » en général de cette crise, même si nous n'avons pas bénéficié de véritables marchés libres depuis plus d'un siècle. Mais, très peu de gens blâmeront spécifiquement les banques mondiales.

Je peux vous dire exactement ce que les globalistes diront en salivant derrière cette panique ; ils accuseront l'égoïsme du « *nationalisme* » d'être le grand coupable et ils réclameront la mise en

place d'un système économique mondial unique fondé sur un cadre monétaire mondial.

À bien des égards, une guerre économique mondiale pourrait être bien plus désastreuse qu'une guerre nucléaire. En cas d'effondrement économique, tout autant de personnes pourraient très bien périr à cause de l'arrêt des infrastructures commerciales et des systèmes de fret, mais les dommages peuvent être plus facilement dirigés et contrôlés de manière centralisée par les élites financières. La richesse peut être déplacée vers n'importe quel type et nombre d'actifs n'importe où sur la planète – donc l'idée que les globalistes ont quelque chose à perdre dans ce scénario est plutôt naïve. En attendant, les banques prévoient de voler encore plus de pouvoir aux organisations existantes comme le FMI. Alors que certains pays subissent une crise économique, les institutions globalistes ne feront que croître.

Dans une guerre nucléaire, il n'y a que désordre indescriptible. Dans une guerre économique, la domination centralisée reste possible. Le plus grand désastre ne serait pas la tragédie du chômage de masse, la dégradation des infrastructures, la perte de la stabilité monétaire ou la perte d'une production alimentaire et énergétique fiable. Non, le plus grand désastre serait la prospérité sans interruption des conglomérats bancaires et des organisations de type banque centrale alors que de grandes parties du monde s'écrouleraient. Le plus grand désastre sera ce qui se passera **APRÈS** l'effondrement – la consolidation d'un « *nouvel ordre mondial* » si les élites bancaires ne sont pas démasquées comme le véritable catalyseur de la prochaine guerre mondiale.

Brandon Smith

Note du Saker Francophone

Brandon insiste dans sa logique des complicités oligarchiques par delà les frontières à un moment où les tensions géopolitiques sont exacerbées. On pourra voir assez rapidement maintenant si les oligarchies sont si complices. Il sera aussi fort intéressant de voir la réaction de cet auteur du point de vue de l'Amérique déclassée.

Traduit par Hervé, relu par Cat pour le Saker Francophone

« Le danger Deutsche Bank. La banque qui peut faire sauter le monde ! »

par [Charles Sannat](#) | 25 Avril 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Hier, je vous parlais de la fragilité de notre système bancaire européen. Je vous expliquais également que l'Union bancaire européenne, un des « machins » dont l'Europe a le secret, ne pouvait pas être la réponse aux difficultés du système bancaire européen notamment parce qu'il s'agit non pas tant de « contrôler » que de renflouer ! Et c'est ce qui arrive pour la Deutsche Bank.

Quand il faut renflouer, il n'y a qu'une seule question qui vaille : qui va payer ?

Et la question se pose pour la Deutsche Bank, le mastodonte allemand en mesure de faire sauter la banque, sans mauvais jeu de mots, et ici la banque... c'est le système bancaire dans son ensemble.

Aux Oscars des faillites bancaires, la Deutsche Bank est nommée d'office, et pourrait recevoir le « Lehman Brothers d'or ».

Cet établissement est, pour reprendre les termes de sa dernière vice-présidente ayant jeté l'éponge tout en ayant été un peu jetée d'ailleurs également, « l'entreprise la plus dysfonctionnelle dans laquelle elle a travaillé ».

Il faut dire que dans la série je suis incompetent, la banque allemande fait assez fort.

Transfert erroné de 28 milliards, la BCE demande à Deutsche Bank de s'expliquer

C'est une dépêche de l'agence Reuters dont je voulais vous parler déjà depuis quelques jours qui revient sur cette histoire de virement bancaire de 28 milliards d'euros (rien que ça) effectué par erreur par la banque...

Au Monopoly, c'est si vous tirez la carte caisse de communauté « erreur de la banque en votre faveur qui vous rembourse 28 milliards » !

Bon, rassurez-vous, cela n'est tombé ni sur votre compte ni sur le mien, mais le fait même qu'une telle erreur soit seulement possible en dit long, très long sur les magouilles technico-informatico-économiques qui se cachent derrière un tel bazar.

Du coup, la « Banque centrale européenne (BCE) a demandé des explications à Deutsche Bank au sujet d'un transfert de 28 milliards d'euros effectué par erreur le mois dernier, rapporte le quotidien financier *Handelsblatt*.

La banque a expliqué vendredi qu'elle avait procédé par erreur à ce transfert sur son propre compte auprès de la plateforme de dérivés Eurex, confirmant une information donnée en premier lieu par Bloomberg.

Elle a ajouté qu'elle avait repéré l'erreur en l'espace de quelques minutes et qu'il n'y avait eu aucun préjudice financier.

La BCE a transmis un questionnaire à Deutsche Bank à laquelle elle demande notamment pourquoi les procédures de contrôle interne n'ont pas fonctionné et pourquoi l'opération n'a pas fait l'objet d'une supervision et d'une vérification ».

La banque centrale par extension souhaiterait même connaître les mesures que la Deutsche Bank compte prendre pour éviter que de telles erreurs puissent se reproduire.

Le problème c'est que faire en sorte que cela ne soit plus possible va être particulièrement complexe, car c'est tout un système informatique et organisationnel qu'il faut revoir de la cave au grenier, en passant par tous les placards dont il faudra savoir ne pas faire sortir les cadavres qui doivent rester invisibles pour la tranquillité de tous.

Comme aurait dit quelqu'un, « vaste programme » !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Le pétrole Brent au dessus des 75 \$. Record depuis 2014 !

par [Charles Sannat](#) | 25 Avril 2018

Israël vient d'annoncer que ses avions de chasse n'iraient pas participer à des manœuvres militaires prévues de longue date avec les Américains. L'État hébreux préfère avoir 100 % de sa capacité militaire à sa disposition, ce qui n'est pas un signe d'apaisement ou de retour au calme mais un signal faible de la fébrilité qui règne dans cette région du monde.

Le Moyen-Orient danse sur un baril de poudre. Tout le monde le sait. Du coup, les prix du baril s'envolent. Trump va pouvoir continuer à râler que le pétrole est trop cher.

Il y a pourtant une façon simple de faire baisser les cours de l'or noir : il suffit de favoriser la paix !

Charles SANNAT

Sur fond de tensions géopolitiques, le baril de Brent a passé jeudi le seuil des 75 dollars, pour la première fois depuis le 26 novembre 2014.

Selon les données des marchés à 21h23 (heure de Paris), le prix du baril de Brent a progressé de 1,34 %, atteignant 75,04 dollars le baril. Pour sa part, le prix du WTI avait augmenté de 0,83 %, à 68,97 dollars le baril.

Les prix de l'or noir ont connu un essor sur fond de tensions géopolitiques au Proche-Orient.

« La crainte du risque géopolitique et la probabilité que les livraisons de pétrole puissent baisser cette semaine ont ramené le marché vers la croissance », estime Philip Flynn, analyste principal chez Price Futures Group.

Selon les rapports des médias, le chef de l'administration du Yémen du nord, Saleh Ali al-Sammad, a été tué mardi dans un raid aérien saoudien. Plus tôt ce mois-ci, Saleh Ali al-Sammad avait promis une « année balistique » pour l'Arabie saoudite. Il avait alors déclaré que des roquettes seraient lancées tous les jours et que l'Arabie saoudite n'échapperait pas aux Houthis, malgré les nombreux systèmes antimissiles installés.

La BCE voit s'essouffler la conjoncture en zone euro

Le gouverneur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, qui n'a pas franchement envie de se précipiter pour augmenter les taux d'intérêts ou cesser totalement ses rachats d'actifs, est plutôt satisfait de voir des signes de ralentissement en Europe.

Comme le dit l'AFP dans sa dépêche, « la Banque centrale européenne devrait discuter jeudi des récents signes de ralentissement économique en zone euro, couplés à une remontée toujours poussive de l'inflation ».

Le gouverneur de la BCE va donc maintenir les taux directeurs au plus bas et le programme de rachats de dette publique et privée, le « QE », sera confirmé jusqu'en septembre à un rythme néanmoins divisé par deux depuis janvier, soit 30 milliards d'euros par mois.

Il n'y a toujours pas de reprise de l'inflation en Europe et la croissance semble marquer le pas et tous ces éléments négatifs viennent alimenter un débat sur le trou d'air de la croissance économique en Europe qui serait de nature à modifier le rythme de normalisation de la politique monétaire.

Si pour le moment il est trop tôt pour dire que la BCE ne montera pas ses taux, nous pouvons affirmer que la montée des taux en Europe sera nettement plus difficile qu'aux États-Unis où elle n'est déjà pas évidente, ni vraiment rapide.

Le vrai problème c'est que Mario Draghi, plutôt colombe, est sur le départ, et que le prochain gouverneur, sans doute allemand, pourrait se montrer nettement plus faucon et rigide sur la politique monétaire européenne.

Charles SANNAT

[Source AFP via Romandie.com ici](#)

Blague du jour ! Bruxelles veut protéger les lanceurs d'alerte

Je ne sais pas encore si c'est du lard ou du cochon, bien que je penche pour le cochon. En effet, si l'on en croit cette dépêche, « la Commission européenne a dévoilé lundi un projet de directive visant à protéger les lanceurs d'alerte contre des représailles en interne ou devant la justice, pour tirer les leçons d'une série de scandales au retentissement mondial »...

Bon, jusque-là, tout le monde est d'accord.

Dieseltgate, LuxLeaks, Panama Papers ou encore Cambridge Analytica. Les révélations qui se sont enchaînées ont poussé l'exécutif européen à reconnaître le « rôle important que les lanceurs d'alerte peuvent jouer ».

Jusqu'ici tout, le monde applaudit.

Le projet de l'exécutif européen, qui sera ensuite soumis aux deux législateurs, le Conseil (les États membres) et le Parlement proposent de mettre en place des procédures internes permettant de dénoncer des faits illicites.

Ces structures devront obligatoirement être installées dans les entreprises de plus de 50 employés, ou qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions d'euros, ainsi que dans toutes les administrations publiques, du niveau le plus élevé (l'État) à la municipalité de plus de 10 000 habitants....

Haaa... là c'est déjà nettement plus suspect.

Je vous explique, en fait l'idée c'est que le lanceur d'alerte alerte d'abord son entreprise, son chef, machin toussa avant d'avertir les journalistes. S'il ne fait pas, il ne serait a priori pas protégé.

Mais s'il le fait, l'entreprise saura qu'il y a quelques esprits chafouins dans ses effectifs...

« Ces structures doivent garantir l'anonymat du lanceur d'alerte et lancer un processus de réponse dans les trois mois. En cas d'absence de réponse, le lanceur d'alerte pourrait alors s'adresser directement aux autorités »...

C'est vrai que l'anonymat, dans une boîte de 50 personnes quand on est un ou deux à savoir, c'est très crédible.

Il faut tout de même dire, et c'est important, que les secrets à cacher ne sont pas divulgués à des équipes entières !!! L'anonymat est donc une illusion. Il s'agit en réalité d'une manœuvre

déguisée pour limiter et encadrer de façon plus restrictive les actions des lanceurs d'alerte et protéger... les entreprises !

À la réflexion, ce projet de loi, c'est bien du cochon !

Charles SANNAT

[Source AFP via Romandie.com ici](#)